

fr

# défense de Occident

UNIVERSITY  
OF MICHIGAN

JAN 06 1971

PERIODICAL  
READING ROOM

**Maurice BARDECHE :**

**L'Amitié américaine**



**François DUPRAT :**

**Une vision nouvelle du fascisme**



**Thierry MONCELLEREUX :**

**Dégradation et communisation des Facultés des  
Lettres**



**Jean-Guy RENS :**

**Drieu La Rochelle ou la fatalité du suicide (I)**



**Dix-sept propositions de « Défense de l'Occident »**

née

**Numéro 88 - Mars 1970**

**F 4,00**

CHAQUE MOIS, VOUS DEVEZ LIRE

# L'ELITE

## européenne

LA TRIBUNE DES NATIONALISTES

Spécimen gratuit sur demande

62, rue de Ponthieu, Paris (8°)

### LECTURES FRANÇAISES

## REVUE DE LA POLITIQUE FRANÇAISE

Henry COSTON :

DICTIONNAIRE DE LA POLITIQUE  
FRANÇAISE, 1.088 p., ill., relié  
toile. 90 F  
L'un des 300 ex. numérotés 135 F  
LA FRANCE A L'ENCAN. 12 F  
LA HAUTE BANQUE ET LES TRUSTS  
Sur alfa numér. 24 F  
(440 p.). 18 F  
LE RETOUR DES « 200 FAMILLES »  
15 F  
L'EUROPE DES BANQUIERS. 18 F  
LE SECRET DES DIEUX. 24 F  
LA REPUBLIQUE DU GRAND  
ORIENT. 15 F

LA HAUTE FINANCE ET LES RE-  
VOLUTIONS. 6 F  
LES TECHNOCRATES ET LA SY-  
NARCHIE. 15 F  
PARTIS, JOURNAUX et HOMMES  
POLITQUES (Derniers exemp.).  
30 F  
DICTIONNAIRE des PSEUDONYMES.  
Tome I 18 F  
Tome II (en souscription)  
En souscription  
ONZE ANS DE MALHEUR (1958-1969).  
19,50 F  
Edit. numérotée sur alfa 60 F  
G. et H. COSTON :  
LE JOURNALISME EN 30 LEÇONS.  
18 F

Au total : ——— F + 10 % pour le port  
Ci-joint : ——— F en un mandat, chèque ou virements 3 volets  
(C.C.P. Librairie Française - Paris 11.447-35)

**LA LIBRAIRIE FRANÇAISE**  
27, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris (6°)

# Défense de l'Occident

Nouvelle série — 18<sup>e</sup> année

Mars 1970 — N° 88

## SOMMAIRE

Maurice BARDECHE : <i>L'Amitié américaine</i> .....	3
François DUPRAT : <i>Une Vision nouvelle du fascisme</i> ..	7
Thierry MONCELLEREUX : <i>Dégradation et communi- sation des Facultés des Lettres</i> .....	16
M. B. : <i>La grosse caisse des nouveaux radicaux</i> .....	25
Philippe ASSELIN : <i>La Rand Corporation</i> .....	31
Jean CHALVIDANT : <i>Le Tiers Monde n'est pas ce qu'on croit : regard sur la Bolivie</i> .....	36
Jean-Guy RENS : <i>Drieu La Rochelle ou la fatalité du suicide (I)</i> .....	43

●

LA CHRONIQUE DU MOIS de Robert CAZENAVE :  
*L'Offensive nationaliste dans l'Université. — Incerti-  
tudes asiatiques. — Le Proche-Orient. — L'Italie  
troublée. — La « troisième voie » en Amérique Latine* 52

LA CHRONIQUE DES ARTS de F.-H. LEM : *Claude  
Monet l'impressionniste. — Saenredam à l'Institut  
Néerlandais* .....

56

LA CHRONIQUE DES LIVRES de Jean-Paul Roudeau,  
Yann Beuzec, Jean Chalvidant (Luis Corsi Ortalora,  
Pierre de Villemarest, Jacques Benoît, Colonel R. du  
Jonchay, François Mitterrand, Willy-Paul Romain)..

62

●

DOCUMENTS : *Manuel Hedilla*.....

74

*Dix-sept propositions de « Défense de l'Occident »*..

77

---

13, rue des Montibœufs - PARIS (20<sup>e</sup>) - CCP 65.35.65 Paris

# BULLETIN D'ABONNEMENT

---

Veillez m'inscrire pour un abonnement de  
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N° .....

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 4 F

Abonnements. — 1 an : 40 F

Etranger : 1 an : 42 F

Propagande : 100 F

*Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal  
adressé à « Défense de l'Occident », 13, rue des Montibœufs*

*Paris-20° — C.C.P. 65-35-65 Paris.*

Copyright by *Les Sept Couleurs*, 1969.

Maurice BARDECHE

## *L'Amitié Américaine*

L'escalade de l'hystérie juive se poursuit. Cela n'étonnera que ceux qui ne veulent rien voir. Mais ceux qu'elle ne surprend pas ont le devoir de ne pas se laisser entraîner par l'emportement et de garder aux faits leurs justes proportions.

Je comprends la colère de Georges Pompidou. Il l'a, du reste, bien « rattrapée » et tournée en un avantage. Mais, enfin, l'affaire était claire. Le peuple américain n'est pour rien dans l'incident de Chicago et n'a pas violé, lui, la loi de l'hospitalité. Les Juifs américains ne sont pas des Américains : ils sont des Juifs qui vivent en Amérique.

Le peuple français, et, par conséquent, le représentant du peuple français, ne peuvent oublier que rien ne sépare, que rien n'oppose le paysan américain et le paysan français, l'ouvrier américain et l'ouvrier français. Ce sont des hommes de même race que leur civilisation propre a pu façonner d'une façon différente, mais qui n'en ont pas moins le même tempérament et les mêmes réflexes. La majorité silencieuse aux Etats-Unis et en France, ce sont les mêmes hommes qui la composent et nous sentons bien que sur l'essentiel ils réagissent comme nous et nous réagissons comme eux.

Nous avons d'autant plus le droit et même le devoir de le dire dans cette revue que nous avons été les premiers en France, dans le n° 1 de *Défense de l'Occident*, en décembre 1951, à demander que la politique de la France

et de l'Europe soit indépendante de Washington et de Moscou et que ce principe a constamment déterminé nos positions en politique générale et en politique étrangère pendant les dix-huit années qui se sont écoulées depuis cette date.

Mais le peuple américain, comme le peuple français, leur visage n'est connu à l'étranger qu'à travers la déformation que leur impose le système démocratique. Et le peuple américain qui est et qui ne cesse pas d'être un peuple ami, quelle que soit la direction qui lui est imposée, donne une Amérique très différente selon les chefs qui la représentent. L'Amérique dirigée par Roosevelt n'est pas venue au secours de la France, mais au secours des Juifs d'Europe. Pour cette raison, une Amérique dirigée par Roosevelt n'est pas une Amérique amie de la France, mais une Amérique qui a été, en réalité et dans les conséquences des faits, une Amérique ennemie de la France et de l'Europe, tandis qu'une Amérique qui serait dirigée par Wallace ne le serait pas.

Ne disons donc pas : « l'Amérique est ceci, l'Amérique est cela », mais disons que les gouvernements américains ne sont pas libres de déterminer eux-mêmes leur action, car ils ont à compter avec le grand capitalisme juif, avec la machine électorale dirigée par des Juifs, avec l'électorat juif de certains grands Etats. Et ne mêlons pas le peuple américain à cela : il n'a rien à y voir.

\*  
\*\*

L'amitié du peuple français et du peuple américain peut être une amitié de peuple à peuple, une estime de race à race : mais elle ne signifie pas de notre part l'adhésion au pouvoir sans limite de l'argent, à l'adoration du dollar, à une hiérarchie uniquement fondée sur le nombre de dollars qu'un homme représente ou, plus exactement, comme disent énergiquement les Américains, au nombre de dollars qu'il *vaut* ; elle ne signifie pas un alignement sur une conception mercantile et d'inspiration juive de la société et de la vie ; elle ne signifie pas et ne peut pas signifier l'idolâtrie d'une Constitution pseudo-démocratique et l'anéantissement

des qualités et des valeurs qui ont fait dans le passé la puissance et le prestige de l'Europe Occidentale. M. Georges Pompidou a rappelé, conformément à la tradition, que les Français du général La Fayette avaient aidé les jeunes Etats-Unis à conquérir leur indépendance et que les soldats américains étaient venus mourir par deux fois sur le sol français pour nous aider à remporter une victoire militaire. Mais il nous est impossible de ne pas penser aussi que, par deux fois, à cause de deux représentants du messianisme et du grand capitalisme juif, le gouvernement américain a porté à l'Europe le coup mortel dont elle ne s'est jamais relevée : la première fois lorsque le président Wilson, pour conformer les conditions du Traité de Versailles à une certaine idéologie, a fait inscrire dans le Traité des clauses injustes et imprudentes qui devaient mener à la seconde guerre mondiale, la seconde fois lorsque le président Roosevelt et son état-major juif ont exigé l'écrasement de l'Allemagne et livré la moitié de l'Europe aux troupes soviétiques.

Les dirigeants des Etats-Unis qui se sont trompés tragiquement dans le passé sur leur politique européenne, se trompent aujourd'hui aussi complètement dans leur politique méditerranéenne. Et pour les mêmes raisons. Nous avons le droit de les mettre en garde contre leurs erreurs. Nous avons le devoir de les avertir que toute une partie de l'opinion française se refusera à les appuyer dans la crise grave qu'ils risquent de provoquer.

L'alliance américaine doit être maintenue parce qu'elle est nécessaire. Mais nous devons savoir qu'elle est à certains égards une alliance contre nature. Les Etats-Unis ne sont pas *dangereux* pour nous comme l'est l'U.R.S.S. Mais leur idéologie n'est pas moins nocive à la longue pour nous et pour l'Europe que le marxisme lui-même, il est nécessaire de le dire, car les bons comptes font les bons amis. L'avenir de l'Europe est dans une voie qui rejette aussi bien l'idéologie mercantile américaine que l'idéologie marxiste. C'est pour cette raison que nous avons besoin d'avoir une politique méditerranéenne et non pas parce que les factures de notre pétrole sont trop lourdes. C'est diminuer la présentation de toute notre politique, c'est la rapetisser aux

dimensions d'un marchandage que de l'expliquer par des conditions économiques. Dans l'immédiat, la politique méditerranéenne de la France doit consister à maintenir une présence française et par conséquent européenne dans le bassin méditerranéen. Cette politique conjecturale n'est elle-même qu'une conséquence de la politique de l'indépendance de l'Europe entre les deux blocs qui devrait commander toutes nos options. Cette indépendance ne peut être complète que si l'idéologie de l'un et de l'autre bloc sont également récusées. Une alliance militaire est une chose, c'est une chose de fait qui dépend des circonstances et que seules des conséquences nouvelles peuvent modifier. Mais on peut être fidèle à une alliance sans qu'elle devienne un alignement.

Je ne sais si c'est ce que se sont dit M. Nixon et M. Georges Pompidou. Cela m'étonnerait. Ils se sont félicités mutuellement de leur profondeur. C'est très bien. On en pensera ce qu'on voudra. Mais il n'aurait pas été mauvais qu'ils se félicitent aussi de leur mutuelle franchise. Cela aurait pu être utile pour l'avenir. Il n'est pas défendu de penser que, sans nous le dire, ils l'ont fait.

MAURICE BARDECHE.



## Une vision nouvelle du fascisme

James Gregor, professeur de science politique à la célèbre Université de Californie, Berkeley, vient de publier une thèse remarquable, *The ideology of Fascism* (Editions Macmillan Company, New York), qui présente une vision extrêmement neuve du fascisme italien.

Refusant l'axiome classique : « Le fascisme n'est pas Pensée, il n'est qu'Action », le professeur Gregor analyse l'idéologie du fascisme, l'importance de Mussolini en tant que penseur politique et les survivances de la pensée fasciste dans le monde actuel.

### *L'idéologie du Fascisme.*

Gregor commence par faire une analyse poussée des théoriciens « proto-fascistes », en en donnant, pour la première fois, un tableau complet. S'écartant de la vision classique d'un Mussolini presque exclusivement sorélien, il montre l'importance de la pensée de Gaetano Mosca (1858-1941) et de sa théorie de l'Elitisme.

Mosca, dans des livres comme « *Teorica dei governi e governo parlamentare* » et surtout « *Elementi di Scienza politica* » (1896), attaque la conception libéralo-parlementaire du pouvoir et annonce l'avènement de nouveaux modes de gouvernement, fondés sur une conception élitiste et anti-démocratique.

Mosca s'était grandement inspiré de l'œuvre de Ludwig Gumplowitz (1838-1909), chez qui apparaît la nécessité de l'Etat à construire pour donner un cadre véritable à la Nation, ce qui sera le leitmotiv du fascisme (surtout dans le livre « *Rechtsstaat und Sozialismus* », « *Droit de l'Etat et Socialisme* »). Comme le note Gregor, Gumplowicz écrivait en 1881 : « *L'Etat n'est pas le fait des masses, car les masses doivent être conduites en accordant elles-mêmes le pouvoir à une minorité dirigeante* ». Le fascisme découle logiquement de cette constatation ; le Peuple confie son destin à une minorité politiquement plus mûre, afin de réaliser un Ordre véritable.

Vilfredo Pareto, tenu jusqu'à présent comme le deuxième inspirateur de Mussolini, après Georges Sorel, s'est directement inspiré de Gumplowicz, reprenant textuellement la distinction entre l'homme et la bête, par exemple : « *Ils (les animaux) n'ont jamais été capables d'organiser une société hiérarchique, d'exercer une domination sur leur propre espèce* ».

Après avoir étudié l'importance — beaucoup mieux connue — de l'œuvre du nationaliste Corradini sur Mussolini, Gregor expose quelle fut la première synthèse préfasciste, due à Roberto Michels, dans sa « *Sociologica del partito politico nella democrazia moderna* » (1912). Pour Michels, « *la démocratie conduit à l'oligarchie, et contient nécessairement un noyau d'oligarchie* », et « *un parti de masse doit amener la transformation de la démocratie en une oligarchie hiérarchiquement structurée. La démocratie tend à produire, particulièrement dans des conditions de crise, un bonapartisme plébiscitaire.* »

Comme Sorel, Michels est, à l'époque, un socialiste révolutionnaire. Converti, quelques années après, au nationalisme, il écrit : « *La Nation est une communauté de volonté, la volonté de la Patrie. Cette communauté, sujette aux lois de suggestion des masses et, conséquemment, à des manifestations émotives variables, est la seule véritable* ».

Gregor, grâce, notamment, à cette étude soigneuse du « *proto-fascisme* » idéologique, repousse l'interprétation marxiste du fascisme : « *Pour beaucoup de raisons, les commentateurs contemporains ont négligé l'influence des idées*

*politiques dans le développement du fascisme en tant qu'idéologie.. Les marxistes insistent sur leur analyse de classe circonscrite et, par suite, concentrent l'essentiel de leur attention sur les composants nationalistes de l'idéologie fasciste (...) Ils ne portent pas leur attention sur les courants de pensée du syndicalisme prolétarien et du socialisme dans l'articulation de la doctrine fasciste, ni sur la participation prolétarienne dans les rangs et dans les cadres fascistes. Considérer le fascisme comme ayant exclusivement des origines nationalistes est faire violence aux réalités et donner une impression — fausse — de discontinuité dans l'évolution de la pensée de Mussolini ».*

Ne se bornant pas à rejeter l'interprétation marxiste du fascisme, Gregor dénie toute valeur à la thèse classique qui ramène le fascisme à une simple excroissance politique du « nationalisme poétique » d'Orriani et du futurisme de Marinetti, sous prétexte que le futurisme a emboîté le pas au fascisme, dès les débuts de celui-ci.

Pour Gregor, le fascisme a une tout autre valeur idéologique et existe réellement en tant que système de pensée structuré et logique. Il est, pour l'essentiel, la tentative d'édification de « Lo Stato etico », l'Etat éthique, considéré comme « la phase ultime d'intégration du processus révolutionnaire de la vie commune, de la communauté de sang, de lieu, d'économie et d'intérêts intellectuels. Sa fonction est de conduire la lutte contre la nature brute, la misère, l'ignorance, l'impuissance et l'esclavage auxquels se trouvent confrontés les hommes dans l'état de nature, au commencement de cette lutte. La communauté organisée en Etat crée, pour l'homme, les circonstances qui lui permettent d'atteindre la vision et la réalité d'une vie à laquelle des individus solitaires seraient incapables d'accéder ».

Ce concept d'« Etat éthique », directement inspiré des thèses néo-hégéliennes de Giovanni Gentile (le plus important théoricien fasciste, massacré par les partisans en 1944), va gouverner toute la pensée fasciste. Comme le déclare, en 1921, le Duce au meeting de fondation du Parti national fasciste : « Débutant par le fait inéluctable de la Nation, il a été amené inévitablement à celui de l'Etat. Il a complètement identifié la Nation et l'Etat. »

Le fascisme est donc une idéologie structurée, et cette idéologie pré-existe à la prise du pouvoir, contrairement aux interprétations fournies dans tous les ouvrages traitant du fascisme italien. Le refus d'un étatisme stérile a toujours été expressément affirmé par le Parti national fasciste, qui, dans son programme de décembre 1921, proclamait : « *Réduction de l'Etat à ses fonctions essentielles d'ordre politique et juridique* ».

Ce programme d'action, axé — fondamentalement — sur la recherche de la Justice Sociale, a obtenu des résultats fort tangibles *avant* la prise du pouvoir. En 1921, une analyse portant sur 152.000 membres du Parti national fasciste donnait la composition sociologique suivante : 23.418 ouvriers, 36.847 ouvriers agricoles, 14.989 employés, 19.783 étudiants, 7.209 soldats, 1.506 marins de commerce. 4.269 personnes seulement pouvaient être classées « employeurs ». 13.879 étaient des commerçants ou artisans, et 18.186 de petits propriétaires ou des fermiers. Le Parti avait, en conséquence, un caractère populaire très marqué. En juin 1922, le Congrès des Syndicats fascistes groupait 555.000 adhérents, dont un nombre important appartenait au prolétariat le plus défavorisé.

La démonstration de Gregor est d'autant plus séduisante qu'elle explique à la fois la victoire du fascisme et la victoire de tout mouvement révolutionnaire, de droite ou de gauche : Union, dans un seul parti, du Prolétariat et de la Petite Bourgeoisie (ce que ne cessent de proclamer aujourd'hui tous les journaux gauchistes, de *Rouge* à *Cause du Peuple*). Loin de toutes les interprétations marxistes du mouvement fasciste, nous voici parvenus à une vision réelle du fascisme : un mouvement révolutionnaire regroupant les masses exploitées contre les tenants du Pouvoir, bref un mouvement de libération nationale.

Grâce à Gregor, le fascisme prend toute sa signification et il est enfin possible de comprendre les ressemblances troublantes existant entre lui et les régimes nés dans le Tiers-Monde. Mais ceci passe d'abord par l'étude de Mussolini en tant que penseur politique. Là encore, Gregor apporte du neuf et change bien des perspectives.

*Mussolini, comme Lénine...*

Mussolini n'a pas été seulement un politique de grande classe et un remarquable homme d'Etat. Il a aussi été un penseur politique de première valeur. La lecture de Gregor souligne la profonde concordance de pensée entre le Mussolini « socialiste » et le Mussolini « fasciste ». Il n'y a pas eu rupture, mais continuité :

*« Dès 1904, le socialisme de Mussolini était fort éloigné du socialisme orthodoxe. D'importants éléments du fascisme étaient déjà présents dans ses conceptions « syndicalistes » de cette époque. Il est maintenant évident que la transition vers le fascisme a été beaucoup moins abrupte que ne l'indique la juxtaposition du marxisme et du fascisme de l'entre-deux-guerres. »*

Démolissant au passage la « démonstration » marxiste selon laquelle le fascisme serait une création du Grand Capital, Gregor écrit : *« Dans de telles circonstances l'analyse marxiste ou para-marxiste conduit à une interprétation « conspirative » de l'histoire, où l'on soutient que les grands capitalistes d'Argentine ont, « en réalité », dirigé le fascisme prolétarien de Péron, et les capitalistes de Roumanie, « en réalité », créé le fascisme paysan de Corneliu Codréanu. »*

Gregor montre que Mussolini, comme Lénine, a été un « révisionniste » génial du marxisme. Deux hommes, face à l'Ere des Masses du xx<sup>e</sup> siècle, ont repris la vieille théorie, impuissante et inefficace, de Karl Marx : l'un a donné naissance au marxisme-léninisme, l'autre au fascisme.

*« Le marxisme, comme philosophie sociale et politique, était le produit du génie de Karl Marx, Le fascisme, comme philosophie sociale et politique, était essentiellement le produit du génie de Giovanni Gentile... Généralement, les différences qualitatives entre la philosophie sociale et politique et la doctrine sociale et politique sont si manifestes que l'on peut se limiter à des distinctions purement intuitives. Que Lénine ne soit pas Marx et que Mussolini ne soit pas Gentile est évident dans tout ce que Lénine et Mussolini ont écrit. »*

Gregor s'explique :

« La contribution de Lénine à l'évolution du marxisme classique était son concept d'une minorité révolutionnaire et l'implicite volontarisme qui en découlait. Staline, à son tour, a transformé le marxisme en une caricature du national-socialisme. Krouchtchev a défendu le concept de « l'Etat du peuple entier »... Le fait est que le léninisme soviétique, au travers d'une évolution graduelle, a pris de plus en plus les attributs d'un fascisme para-digmatique. »

Le bolchévisme n'a pu survivre, en tant qu'Etat, qu'en se revêtant des oripeaux du fascisme. Ceci amène Gregor à proclamer Mussolini un aussi grand penseur politique que Lénine et à estimer que son enseignement n'est nullement anéanti par l'effondrement de l'Italie fasciste. Plus que Mao-Tsé-Toung et son Petit Livre Rouge, Mussolini, par son concept de l'Etat éthique, apporte une réponse décisive au problème le plus important de la dernière partie du xx<sup>e</sup> Siècle : la structuration d'un Tiers-Monde, prolétarisé et anarchique, en nations viables. Le créateur de la notion de « Nations Prolétaires » était évidemment très qualifié pour inspirer, d'une façon plus ou moins voilée, les nouveaux Etats du Tiers-Monde.

*Du fascisme au socialisme africain.*

« Les mouvements des pays sous-développés, dont les principaux sont maintenant identifiés comme « Socialistes Africains » reprennent tous les traits spécifiques d'un Fascisme para-digmatique. Ils apparaissent comme des mouvements de solidarité nationale ; ils en appellent au « peuple », à la collaboration de classe (avec un rejet explicite de la « lutte des classes ») au service du destin national dans le cadre organisé du parti unique et sous le « leadership » d'un chef, charismatique ou pseudocharismatique. Au Ghana, le processus dégénéra en une caricature du pouvoir fasciste, avec l'Osagyefo (« Le Sauveur ») N'Krumah, assimilé au Messie de notre temps et son parti identifié comme l'ultime destin du peuple du Ghana » (p. 364).

Les problèmes des pays sous-développés ne sont pas

solubles par le biais du marxisme, mais bien par celui du fascisme :

« Le Fascisme voulait développer la productivité de l'Italie afin de réduire l'écart existant entre elle et les nations favorisées d'Europe. Lénine, et encore plus Staline, furent forcés de reconnaître que les problèmes de la Russie Socialiste n'étaient pas des problèmes de redistribution des surplus et de transfert des moyens de production, mais des problèmes de mobilisation des énergies collectives au service du développement industriel national... Aussi les diverses formes de Socialisme africain qui sont apparues sur le Continent Africain ont clairement montré que toutes les formes de marxisme sont inadaptées aux circonstances africaines. Avant le putsch militaire qui déposa N'Krumah, J. H. Mensah, responsable de la Commission du Plan du Ghana, expliquait qu'il était impossible d'appliquer « la traditionnelle théorie marxiste » qui « suppose la réorganisation de la possession des moyens de productions », au Ghana parce que, en fait, « les moyens de production n'existent pas » (p. 366).

De ce fait, il n'existe aucun appel à une « conscience de classe » dans le socialisme africain, même chez les plus « marxistes » des leaders noirs.

« Le développement exige, avait déclaré Mamadou Dia, l'ex-premier ministre de la Fédération Mali-Sénégal, une association complète et consciente du peuple entier. C'est, avant toute autre chose, une volonté collective de développement » (p. 366).

Aussi, le Socialisme africain veut :

« Créer une nation, un peuple dans lequel chaque individu s'identifiera lui-même à la communauté entière et vice-versa. Sékou Touré, le plus marxiste des Socialistes africains, affirme que le prolétariat guinéen est le premier moteur de la révolution nationale et de la reconstruction nationale, mais il insiste, d'autre part, sur le rôle historique et national du peuple tout entier de la Guinée. Ce peuple tout entier est conçu comme le principal moteur de tout le développement historique. Senghor a spécifié qu'il fallait « subordonner la révolution prolétarienne à la révolution nationale » (p. 370).

« Le Socialisme africain est donc une résurrection du fascisme mussolinien. Comme l'ont marqué les théoriciens communistes Antonio Gramsci et Clara Zetkin, le fascisme n'est pas « la garde de la bourgeoisie », il est un « mouvement social ». Comme l'a montré Barrington Morre, les facteurs « bourgeois et capitalistes » dans le mouvement fasciste ne sont pas le fait de celui-ci, mais de ses alliés non fascistes » (p. 380).

« Quand ses alliés n'existent pas, le fascisme est donc un mouvement purement « socialiste »... Il est significatif de noter que les mouvements révolutionnaires contemporains, animés par des intentions nationalistes et de développement économique, et mus par des aspirations totalitaires, sont des variantes d'un Fascisme para-digmatique » (p. 381).

Ainsi, le fascisme n'est pas mort, il revit dans les Nations Prolétaires, qui, reprenant inconsciemment ou consciemment, les théories mussoliniennes, tentent de bâtir un Etat nouveau, dans la droite ligne des Révolutions du xx<sup>e</sup> Siècle.

#### *Vers un néo-fascisme.*

La démonstration de Gregor doit être envisagée sur un plan politique et non pas seulement sur un plan idéologique. Le nationalisme français n'avait jamais pu se débarrasser de la gangue contraignante du maurrassisme qui, certes, conserve sa valeur sur l'angle de la critique des institutions françaises, mais qui est tragiquement inadapté au monde moderne. Même le Parti Populaire Français de Jacques Doriot n'avait pu se démarquer nettement de l'aspect « contre-révolutionnaire » et néo-conservateur de la tradition A.F., faute d'une véritable élaboration doctrinale cohérente. Dès lors, le nationalisme français devait se trouver dans une impasse :

— Ou bien, acceptant l'héritage maurrassien, il se condamnait à une quête bien vaine d'une actualisation de thèmes idéologiques dépassés (ce qui fut le cas de Jeune Nation, essayant de déplacer vers un axe « national-européen » des thèmes directement issus de « La France, la France Seule »).

— Ou bien, refusant cet héritage, sombrer dans des analyses pseudo-philosophiques fumeuses ou refuser, pure-



ment et simplement, tout concept politique relativement élaboré, au grand dam de la valeur même de l'action menée.

Il est aujourd'hui grand temps de mettre fin à une telle situation, en montrant que l'acquis philosophique et politique du fascisme reste valable à condition de le replacer dans un contexte général, en écartant de lui ses aspects purement « italiens ».

Un véritable « néo-fascisme » (et non les pâles copies de quelques imbéciles en quête d'oripeaux ou de chemises noires rapiécées) est parfaitement concevable. Ce néo-fascisme idéologique est d'autant plus souhaitable par le fait, qu'après une longue atonie, les nationalistes français sont en pleine renaissance et inquiètent fortement leurs adversaires habituels. Les portraits de Benito Mussolini qui ont été placardés à la Faculté de Droit d'Assas ont montré que le néo-fascisme « actif » n'était plus excommunié par une opinion abrutie depuis des mois par la déification du génial Mao ou du prophète Trotzky. Il est temps de démontrer que le même phénomène, sur le plan idéologique, peut parfaitement se produire. Nous sommes aujourd'hui face à une crise réelle de notre Société, où le prétendu « Etat Fort » s'avère incapable de mettre fin à un désordre qui risque de briser complètement la jeunesse, garante de la survie de la Nation. Face à l'état libéralo-bourgeois, dont la faillite devient de jour en jour plus évidente, il va devenir possible d'opposer l'Etat éthique, l'Etat intégral, celui de l'ORDRE NOUVEAU.

Toutes les tentatives de récupération, communistes ou régimistes, qui ont suivi la grande crise de mai 68, ont échoué. Si le désordre s'aggrave, ce qui est finalement très plausible, une réponse néo-fasciste à la crise deviendra la solution la plus acceptable pour tous ceux qui craindront un effondrement laissant le champ libre aux gauchistes ou aux communistes orthodoxes. Le camp nationaliste doit déjà pouvoir présenter sa réponse : la crise de 1929 a failli creuser la tombe des démo-ploutocraties (sauvées seulement par leur alliance avec le bolchevisme) ; la crise de 1968 peut creuser définitivement cette tombe. Le néo-fascisme est la solution de la victoire nationaliste.

François DUPRAT.

Thierry MONCELLEREUX.

---

## Dégradation et communisation des Facultés des Lettres

Maîtres molestés, examens boycottés, locaux saccagés, tels sont les excès qui, ayant pour théâtre les facultés de lettres, font dorénavant la une (et la fortune) de plusieurs quotidiens. A partir de là, tous les intellectuels du dimanche, tous les snobs du réformisme d'expliquer la violence universitaire par le « caractère étouffant de structures et de contenus pédagogiques » qui auraient trop longtemps brimé les aspirations critiques de la jeunesse.

Or, si remontant dans un passé plus ou moins récent, on examinait quelque peu la formation qu'a reçue le contestataire de la Sorbonne ou de Nanterre, on s'apercevrait qu'il est le pur produit d'une Université qui, par vocation, a toujours entretenu l'esprit de contestation et d'irrespect. Mais s'en apercevoir, ce serait aller contre les tabous à la mode.

Personne ne dénonce, par exemple, *la gigantesque tarte à la crème de la laïcité* ! L'enseignement officiel a voulu ignorer le problème religieux, mais comme il ne voulait pas avoir l'air de s'acharner contre le principe religieux uniquement et exclusivement, il a ignoré également tous les autres principes et en particulier les principes de la patrie et de la famille, clés de toute la société. Mais ignorer les principes, c'est une façon de les nier. Un enseignement asocial engendre volontiers des êtres antisociaux.

On oublie aussi de dire que depuis longtemps *l'enseignement des lettres consiste à faire parler les jeunes gens de ce qu'ils ne connaissent pas*. Depuis longtemps on demande de parler du sentiment de la nature chez Lamartine à des lycéens qui n'ont lu que trois poèmes de cet auteur. La dissertation elle-même est un exercice néfaste dans la mesure où il ne faut jamais adopter la solution A qui serait la réplique de l'énoncé du sujet, ni la solution B qui serait trop nettement contradictoire, mais une tierce solution qui n'est ni l'une ni l'autre. Il y a donc longtemps que l'Etat forme par ses soins des demi-savants qui se croient savants, des sophistes et des discutailleurs de mastroquets. Néanmoins, jusqu'à la guerre, cet enseignement des lettres a eu ses qualités : même si l'élève acquérait un esprit plus critique que créateur il trouvait dans le latin et le grec une discipline mentale et dans la vie du lycée une discipline tout court. L'Etat ne procurait qu'une « instruction publique », comme l'avouait la dénomination du ministère, mais les jeunes gens, qui appartenaient très généralement à des milieux bourgeois, trouvaient à la maison, sinon des croyances, du moins des traditions, sinon des principes patriotiques, du moins un esprit civique. Et surtout cette élite des lycées et facultés se savait une élite, se respectait en tant que telle et respectait un enseignement qui la confirmait dans ses privilèges.

*C'est après la libération que l'Etat a commencé de fabriquer le contestataire-type, celui qui coiffe aujourd'hui le doyen de Nanterre d'une poubelle*. A partir de cette date, tous les gouvernements, quelle que soit leur couleur politique, sont convenus qu'il fallait démocratiser cet enseignement qui était antérieurement conçu pour une élite. Il eût fallu alors en modifier les contenus, raisonner aussi en termes qualitatifs. Mais on n'a vu que des chiffres. Une rentrée scolaire était considérée comme réussie quand on avait pu fournir à temps un nombre suffisant de locaux et de maîtres recrutés à la hâte. Pour faire le plein des effectifs, on a délibérément supprimé l'examen d'entrée en sixième, puis le premier baccalauréat. On est en voie de supprimer le second en recevant les candidats à 80 %.

*A l'intérieur des classes néanmoins, la « mutation »*

(comme on dit) ne s'est pas faite sans heurts. La matière des anciens programmes était trop lourde et trop riche pour être assimilée par des esprits que la vie sociale n'avait pas du tout formés. Alors, de la culture générale qui suppose des connaissances partielles mais précises, on en est venu aux idées générales qui sont souvent des idées creuses. Pour réduire le nombre des faits, on a condamné l'histoire détaillée en l'appelant « événementielle », mais on a maintenu les conclusions qu'on avait l'habitude de tirer après un long développement. Sous peine d'aller jusqu'à la caricature, on pourrait dire que les manuels d'histoire sont devenus des recueils iconographiques entrecoupés de jugements historiques non vérifiés. Ce laminage des connaissances est d'autant plus grave que les programmes d'histoire sont déjà tendancieux par eux-mêmes. Personnellement, dans l'enseignement secondaire, j'ai étudié deux fois la Révolution française, trois fois la révolution de 1848 et une seule fois le xvii<sup>e</sup> siècle. On explique les six ans de la Révolution française en six mois et l'histoire interne de la III<sup>e</sup> République en quinze jours, si bien que dans un jeune esprit le mot évolution se confond inévitablement avec celui de révolution.

Pour pouvoir accueillir tout le monde, ceux qui étaient inaptes à la fois aux sciences et aux langues anciennes, c'est-à-dire ceux qui étaient inaptes à toute étude théorique, on a créé des *sections de lettres modernes* : trois langues vivantes, de préférence dépourvues de flexions, très peu de sciences, mais des dissertations de littérature et de philosophie à foison ! Devant des troupes d'élèves incapables de saisir une phrase complexe, les professeurs ont dû renoncer à toute étude des textes. A l'explication on a substitué le commentaire, puis au commentaire on a substitué la dissertation générale qui consiste à donner son avis sur une question trop large pour qu'on ait le temps de l'examiner. L'élève n'a plus retenu que des bribes de citations non assimilées et des phrases de cours tout faits.

Certes, les instances supérieures ont vaguement senti qu'il fallait aussi dispenser une éducation à la jeunesse. Le « ministère de l'instruction publique » est devenu le « ministère de l'éducation nationale », mais *il n'a jamais*

*été moins éducatif.* Alors qu'après l'occupation, la libération et l'épuration, il fallait redonner à la jeunesse le sentiment d'une unité nationale, les professeurs de lettres et d'histoire, trop nombreux pour être estimés, aigris par une société industrielle qui les rejette et en fait des sous-cadres, se sont mis à dénoncer la société française et à prôner la division nationale au nom de la lutte des classes. L'alma mater est devenue une marâtre perverse, la laïcité n'a plus été seulement antireligieuse, mais aussi antinationale.

Au moment même où la famille disparaissait, soumise aux nécessités de la journée continue, de la femme au travail, au moment où la formation morale ne pouvait plus s'acquérir qu'à l'école, l'école laïque a, aux frais de l'Etat, prêché une *antimorale de l'absurde* et du non-sens, ne voulant plus aller chercher les significations ni dans la métaphysique, ni dans la raison, ni dans la nature.

Chez cette jeunesse que la suppression des cadres traditionnels avait jetée dans le désarroi et qui ressentait d'autant plus vivement le besoin d'une pensée positive, les professeurs de philosophie sartriens et certains aumôniers terrorisés à l'idée de paraître dépassés ont développé un *complexe fondamental de culpabilité*. C'était particulièrement facile sur le terrain de l'examen de conscience. « Tout le monde est responsable de tout », le lycéen famélique est devenu responsable de la mort du petit Congolais, le conscrit est devenu responsable de la guerre au Viet-Nam. Sous couleur de pacifisme, on a alors prêché l'antimilitarisme, sous prétexte d'antiracisme, on a développé la honte d'être blanc et européen, juste au moment où, après une guerre fratricide, l'Europe devait avant tout reprendre confiance en elle-même. Enfin, pour couronner le tout, après l'enseignement d'Etat, la radio d'Etat, au moins autant que les postes périphériques, encourageait le confusionnisme mental en parlant d'une victoire de la France à chaque fois qu'on amenait le drapeau français dans un pays d'Afrique.

C'est ainsi que depuis plusieurs années les pouvoirs publics drainent vers les facultés une marée de bacheliers *ès-lettres*, infiniment plus nombreux que les bacheliers *ès-sciences* : en 1969 on a compté 58.000 bacheliers de philosophie contre 19.000 bacheliers de mathématiques élémen-

taires. Dans cette marée de bacheliers littéraires, les uns sont dégoûtés des études et ne voient plus d'intérêt que dans le prochain week-end et le cinéma, les autres sont dégoûtés à la fois des études et des loisirs et trouveront leur seule raison de vivre dans la révolution estudiantine.

Quelle que soit la catégorie à laquelle il appartient, le bachelier ès-lettres qui entre aujourd'hui dans un centre littéraire, que ce soit Censier, la Sorbonne, Vincennes ou Nanterre, ne trouve nullement les « structures d'accueil » qu'il serait en droit d'attendre. Et la loi d'orientation le désoriente plus qu'elle ne l'oriente. Au lieu de lui proposer enfin une formation de base qui lui permettrait de mieux choisir ensuite sa voie, on lui propose de but en blanc une sorte de menu à la carte dont chaque plat s'appelle (sans doute par antiphrase) une unité de valeur, et il pourra dans la même année cultiver à la fois les questions théâtrales, la linguistique, l'histoire de la Chine impériale et enfin une discipline majeure qui compte seulement pour la moitié des coefficients.

Il ne saura rien de tout cela ; mais qu'importe ? La moyenne est à huit ou à six, on subit le contrôle continu des connaissances, c'est-à-dire qu'au lieu de devoir faire en fin d'année une synthèse des connaissances acquises pendant plusieurs mois, il suffit de rendre trois ou quatre interrogations écrites portant sur certains points du programme. Et puis il reste toujours en juin et en octobre deux sessions d'examen auxquelles il est presque aussi facile de réussir : oral et écrit sont mis sur le même plan ou bien les notes des deux sessions sont panachées. A l'Institut d'anglais de la Sorbonne, il est même arrivé que les correcteurs mettent d'office la moyenne à toutes les copies, y compris les blanches.

Ainsi, après avoir eu presque autant de bacheliers que d'élèves de sixième, nous allons avoir bientôt autant de licenciés que d'étudiants de première année. *Guy Bayet* écrit : « Le nombre de licenciés d'enseignement ès-lettres a triplé de 1966 à 1968 (où l'on en compte 20.000) et il est presque égal au nombre de diplômés de première année en 1966, c'est-à-dire 22.634 ». Cette inflation des diplômes de lettres est particulièrement dramatique si l'on considère

que les étudiants en lettres sont déjà beaucoup trop nombreux par rapport aux autres catégories. A la rentrée dernière, on a enregistré « 200.000 inscrits en lettres, contre 123.000 en sciences et 127.000 en droit... Plus d'un étudiant sur trois en France est inscrit dans une faculté de lettres et sciences humaines ». L'enseignement est pratiquement le seul débouché pour ces étudiants. Or le corps enseignant actuel est très jeune et dans les années à venir le recrutement annuel moyen sera, pour les lettres, au maximum de 4.000. Il n'est qu'à comparer ce nombre de 4.000 avec celui des 60.000 étudiants actuellement inscrits en première année pour comprendre la gravité de la situation. Les peaux d'âne sont devenues des peaux de chagrin en attendant de devenir des peaux de bananes pour toute une génération.

Et si les étudiants en lettres renoncent à étudier et *préfèrent se lancer tête baissée dans la révolution permanente*, c'est en partie parce qu'ils ressentent vaguement l'inanité de leurs études et de leurs diplômes. A quoi bon travailler ? Mieux vaut contester une société qui de toute façon ne les intégrera pas. La Sorbonne n'est plus un lieu de culture, mais une vaste écurie d'Augias, jonchée de tracts, recouverte d'affiches et d'inscriptions multiples (compensation sans doute des examens écrits en voie de disparition), les cours voisinent avec des réunions politiques tapageuses, des assistants pleins de rancœur, dont les salaires seraient plutôt des salaires d'assistés, sont pour les étudiants les grands frères complices. Confondant pédagogie et démagogie, ils prêtent leur estrade à n'importe quel agitateur d'amphithéâtre, transforment volontiers leurs travaux pratiques en séances d'explication sur « la provocation policière » de la veille, voire en séances d'endoctrinement pur et simple.

D'ailleurs, comment ne ferait-on pas de politique à l'Université, puisque celle-ci a été officiellement intronisée par la loi d'orientation, puisque maintenant les anciens départements sont transformés en U.E.R. (Unités d'Enseignement et de Recherche) dont chacune est administrée par un conseil où siègent professeurs, assistants et étudiants ? Les dits conseils d'U.E.R. élisent à leur tour un conseil de gestion de la faculté qui élit à son tour un bureau. Dans

ces conditions, il est inévitable que syndicats étudiants et syndicats enseignants soient amenés à collaborer. Chaque U.E.R. a sa couleur politique et constitue une baronnie jalousement repliée sur elle-même. Pour rester à la tête de leur U.E.R., beaucoup d'anciens patrons sont devenus ce qu'on peut appeler des mandarins rouges. Poursuivant leurs ambitions jusque dans les sentines de la contestation, ils adoptent le langage des étudiants, signent n'importe quelle motion, tutoient leurs assistants, unifient les deux collèges électoraux des professeurs et des assistants, et voulant garder les voix de ceux-ci, leur distribuent des enveloppes pour des T.P. fictifs. « Je suis leur chef, donc je les suis ». Ce sont de perpétuelles saturnales qui ne font qu'accentuer le marasme dans lequel vivent les facultés littéraires et qui échappe presque totalement à la presse. Pas une semaine ne se passe sans qu'il y ait une grève dans telle ou telle U.E.R. Quand enfin vers le 20 novembre les nouveaux locaux du centre Montgolfier ont été prêts, les enseignants de littérature et d'espagnol, au lieu de rattraper le temps perdu, ont commencé par se mettre en grève pour protester contre les mauvaises conditions de la rentrée. Parfois la crise prend un caractère aigu, on crée le mythe de l'arrivée d'un « commando fasciste » et on casse chaises et tables pour fabriquer des matraques.

C'est alors seulement que la presse et le ministère s'émeuvent, mais c'est surtout alors que les communistes orthodoxes avancent leur pion. Entre les excès désordonnés qui sont surtout le fait des gauchistes et la valse hésitation du ministère qui manie tantôt le bâton et tantôt la carotte, un seul groupe semble suivre une ligne continue et raisonnable, c'est le P.C. avec ses ersatz universitaires, l'U.N.E.F. pour son Renouveau et le S.N.E.S.U.P., organes qui depuis plus d'un an sont entrés ou rentrés dans le giron de l'orthodoxie moscovite. Ils replacent tous les problèmes sur un plan corporatif et apparemment rationnel qui séduit tous les opportunistes et tous les badauds du progressisme chrétien. Voici un extrait du programme en dix points de l'U.N.E.F. pour son Renouveau : « Augmentation du nombre des bourses, mesures immédiates en faveur des étudiants salariés, allocations d'études attribuées sur critères sociaux



et universitaires, solution rapide aux débouchés de l'Université ». Voilà enfin qui est alléchant ! A la Sorbonne, l'U.N.E.F. Renouveau a obtenu soixante-cinq mandats étudiants sur cent onze, en présentant des listes aux dénominations inodores telles que : « Université démocratique », « Unité et Action », « Défense des intérêts étudiants ». Du côté enseignant, la suppression des collèges distincts entre professeurs et assistants, le jeu du scrutin uninominal majoritaire ont produit des résultats parallèles si bien qu'à l'heure actuelle l'instance suprême de la Sorbonne, c'est-à-dire le bureau du conseil de gestion, est composé de douze otages du P.C.F.

\*  
\*\*

Mais pourquoi s'effaroucher de cette mainmise ? L'anti-communisme n'est-il pas du dernier petit bourgeois ? Si le calme règne certains jours à Vincennes, n'est-ce pas grâce aux trois cents cégétistes qui assurent l'ordre ? Et puis les communistes participent, eux, à l'inverse des gauchistes qui boycottent les élections. Le gouvernement compte sur le P.C. pour gérer l'Université comme il a compté sur un F.L.N. modéré pour administrer l'Algérie. Mais on oublie que le P.C. travaille pour son propre compte, et pourtant il ne s'en cache pas. Lisons Laurent Salini dans l'« Humanité-Dimanche » du 16 février 1969 : « ...nous utiliserons le terrain conquis. Mais nous n'en acceptons pas les limites... la présence d'élus communistes dans les conseils doit fournir au P.C.F. un moyen accru pour développer son influence... »

Certes, le ministre de l'Education Nationale a osé parler (sans le nommer) de ce « parti puissant », mais il veut à toute force appliquer une loi qui donne aux marxistes les « structures » dont ils rêvaient pour absorber l'Université, il veut multiplier les élections et les parlements universitaires, il continue d'allouer des suppléments de crédit à Vincennes et, pour assurer l'ordre républicain, il délègue le soin d'appeler la police à des doyens élus par les étudiants marxistes.

Certes, les modérés, enseignants ou étudiants, peuvent aussi se présenter aux élections universitaires et siéger

dans les conseils. Mais qui ignore, en dehors du ministre, que les facultés des lettres étaient noyautées bien avant mai 1968 et que, pour y réussir, il fait bon être de gauche ? Il faut du courage à un assistant pour aller contredire ses patrons et ses collègues, alors que toutes ses éventuelles promotions dépendent d'eux, il faut de l'héroïsme à un étudiant pour aller contredire des enseignants qui seront ses examinateurs à des épreuves qui n'ont rien d'anonyme. Il a certes été possible à des ménagères de province de rétablir elles-mêmes l'électricité que des cégétistes avaient coupée. Mais les cégétistes ne connaissaient pas les dites ménagères et ne pouvaient rien contre elles. S'il reste encore malgré tout une poignée de professeurs et d'étudiants désintéressés pour mener un combat solitaire, il est probable qu'ils se laisseront bientôt et qu'ils ne voudront pas jusqu'au bout être les harkis de l'Université.

Rien à attendre d'un ministère esclave de ses textes, rien à attendre des modérés qui ont tout à perdre et rien à gagner. Le seul recours est l'opinion publique, elle doit déclarer hautement qu'elle est lasse de voir dilapider ses deniers pour entretenir la cinquième colonne, il faut qu'elle demande des comptes à un Etat qui, à ses frais, fabrique les tacticiens de la révolution future et aussi un nouveau prolétariat intellectuel qui, même s'il n'est pas dans sa masse foncièrement révolutionnaire, aura tout à espérer d'une nouvelle explosion.

Il faut exiger de l'Etat qu'il renonce au monopole de la collation de grades qu'il a dévalorisés et qui condamnent au chômage même les sujets les plus brillants. Le seul moyen de rendre l'Université à la nation, c'est de la dénationaliser pour créer des instituts parallèles et concurrentiels. Il serait temps que la société rappelle à l'Université qu'elle est là pour la servir et non pas pour la détruire.

Thierry MONCELLEREUX.

## La grosse caisse des nouveaux radicaux

On se plaint que les Français ne s'intéressent pas à la politique. On pourrait plus justement se plaindre de ce qu'ils font lorsqu'ils s'y intéressent. Car, si le Français n'a pas la tête épique, on peut se demander s'il a la tête politique. Le réveil du Parti Radical vient d'en donner la preuve récemment.

Je sais ce qu'est le Parti Radical. Mon père était un radical-socialiste d'autrefois. Beaucoup d'hommes que j'ai connus l'étaient aussi. C'était le parti des hommes de bonne volonté, mais aussi le parti des hommes de bon sens. Seulement, ils ne comprenaient rien aux grands problèmes de la politique. Ils se sont attachés à des parti-pris puérils, ils ont couru après des ombres : la laïcité, la république, des mots. Cinquante ans de gouvernement radical menèrent finalement au régime des curés et à la disparition de la république. Tel est le destin des hommes de bonne volonté. Ils préparent généralement le contraire de ce qu'ils souhaitent. Tout en se donnant beaucoup de mal pour cela. Néanmoins, les radicaux, tout en ayant la vue courte, furent des gérants raisonnables. Ils ne se proposaient que ce qui était possible. Ils chevauchaient la médiocrité, non les chimères. On peut dire qu'ils ont dilapidé le patrimoine français sans jamais faire une seule imprudence, comme le fils de Madame de Sévigné qui se ruinait sans réussir à paraître et qui se trouva un jour sans un sou après s'être conduit comme un gagne-petit.

Ce vieillot, désastreux et timide Parti Radical, fort peu radical malgré son nom, c'est un *putsch* bien symbolique de l'esprit de notre temps qui l'a fait passer sous la direction d'un bateleur à la fois outreucidant, imprudent et

stupide, qualités qu'on avait surtout vues fleurir jusqu'à ce jour que dans les états-majors des modérés. On n'a pas assez vu, on n'a pas assez dit ce qu'il y avait de spécifiquement *moderne* dans le tour de gobelet, dans l'opération rapide, secrète, dans le coup de Bourse qui a hissé le jeune Jean-Jacques Servan-Schreiber dans le fauteuil vénérable que tant de fesses fatiguées avaient occupé avant lui. Cette opération financière plutôt que politique, ce coup de main hardi, cet achat, porte un nom auquel on nous a habitués depuis quelque temps : ce n'est pas un *putsch*, cela porte le nom qu'on donne au *putsch* chez les financiers et les vendeurs du Temple, c'est une *OPA* sur le vieux Parti Radical. La boutique chancelante ne valait pas cher, mais le nom était encore bon. On emporte, on paie *cash*, on repeint. On se croirait rue de Rivoli. Il n'y a plus qu'à accrocher les blue-jeans. Et en effet on les accroche.

Assurément, je n'ai rien contre le Parti Radical et je me réjouirais plutôt de le voir se rajeunir. Et je n'ai rien non plus contre Jean-Jacques Servan-Schreiber qui est un excellent directeur de journal, c'est-à-dire un excellent vendeur d'orviétan. Mais il me paraît comique et singulièrement révélateur de notre pauvreté intellectuelle qu'une assemblée de conseillers généraux, de maires et de notables acceptent cet orviétan en le prenant pour du pot-au-feu.

\*  
\*\*

Je ne perdrai certainement pas mon temps à analyser le pathos du livre-programme que M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a fait écrire par ses nègres et qu'il a fait vendre par son éditeur, cumulant ainsi très agréablement les avantages de la publicité, de l'exhibitionnisme, de la politique et du commerce, dans des conditions particulièrement ingénieuses puisque c'est le Parti Radical qui loue la salle, défraie les congressistes et paie les micros, tandis que M. Jean-Jacques Servan-Schreiber se contente modestement d'encaisser les droits d'auteur. Cette innovation mérite d'être saluée. C'est certainement un remède à la crise de la librairie. Mais ce ne sont là que des méthodes nouvelles. Ce qui est significatif, c'est que le *bluff* est partout dans

cette affaire : dans l'achat, dans la boutique, dans la devanture, mais aussi dans la marchandise qu'on vend à l'intérieur.

Car l'anticapitalisme de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber est d'une haute et savoureuse bouffonnerie. Pas seulement parce qu'il est comique que le Parti Radical, défenseur patenté de la propriété, se fasse le champion de l'expropriation. Pas seulement parce que ces beaux *blue jeans* marque Levis qu'on vend avec tant de fierté sont taillés dans de vieux fonds de culotte qu'on reconnaît tout de suite, la bonne farce des deux cents familles qui fut si drôle au temps du président Camille Chautemps. Mais parce que ce magnifique cheval de bataille a le petit défaut de ne pas tenir sur ses jambes et que ce projet *révolutionnaire* est essentiellement un projet inapplicable.

Car je ne sais pas très bien qui sont les propriétaires milliardaires des outils de production visés par la *proposition* de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber : mais je suis bien sûr que les lois jacobines de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber s'abattront sur des coffre-forts vides, vu qu'il est peu probable que des milliards consistant en actions au porteur attendent tranquillement l'arrivée du percepteur quand il suffit de les remettre à un autre porteur, d'en charger un bienveillant fidéi-commissaire envers lequel on ne sera pas ingrat, ou tout simplement quand il existe des banques suisses qui peuvent être mandatées dans une assemblée d'actionnaires sans avoir à fournir d'explications. Seulement, que ce projet mirobolant et risible, que ce panier percé de la panoplie révolutionnaire puisse être présenté à une assemblée de militants grisonnants sans provoquer les éclats de rire, c'est cela qui est un symptôme sérieux d'infantilisme intellectuel et d'idolâtrie des mots.

Je tiens à dire entre parenthèses que je ne suis pas plus tendre que M. Jean-Jacques Servan-Schreiber pour les grandes fortunes, mais toutefois essentiellement pour celles qui ont été mal acquises ou miraculeusement acquises, ce qui n'a aucun rapport avec la possession des instruments de production. Mais je suggérerai alors à M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, s'il est sérieusement intéressé par ces fortunes en effet scandaleuses, qu'il existe une méthode

beaucoup plus sûre que la sienne et qui a le mérite d'avoir fait ses preuves. C'est celle de ces administrateurs, qu'on appelait aryens par une fâcheuse application théorique, et qui n'en étaient pas moins des instruments de substitution infiniment plus efficaces que la législation bonnasse proposée par les radicaux. Cette méthode repose sur le principe que ce n'est pas la propriété des instruments de production qui est immorale, principalement lorsqu'on les a soi-même créés ou rassemblés, mais que c'est l'origine des fortunes qui est plus ou moins morale, selon qu'elle se justifie par des services effectivement rendus à la production nationale ou par les abus de la spéculation. Et je ne me dissimule pas qu'une des conséquences de cette mesure un peu plus jacobine et un peu plus révolutionnaire que la proposition de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber serait en effet de dépouiller immédiatement de sa fortune personnelle M. Jean-Jacques Servan-Schreiber et son excellente famille. Les services qu'ils ont rendus à la nation par la création d'une presse de spéculation et celle d'une presse à sensation n'étant pas de ceux qu'on peut retenir comme une contribution à la production. Aussi je ne demande pas à M. Jean-Jacques Servan-Schreiber de se rallier à mon projet. Mais j'aimerais qu'il se demande s'il est vraiment aussi *révolutionnaire* qu'il le croit.

Mais ce qui est frappant dans l'accueil qui a été fait à ce projet aussi bruyant qu'inefficace, c'est la démonstration que M. Servan-Schreiber a faite sans l'avoir voulu. Il suffit donc qu'on prononce les mots sacrés de socialisme et d'anticapitalisme en se gardant bien de leur donner un contenu, qu'on fasse tourner des moulins à vent portant sur leurs ailes les syllabes magiques et aussitôt on trouve parmi la sérieuse, l'honnête, l'inoffensive population des militants radicaux, des gens qui sont prêts à suivre et même à acclamer, à trépigner parce qu'ils ont reconnu la pâtée qui fait saliver le chien.

Je ne sais pas ce qu'il faut admirer le plus dans cette affaire, de la puérilité du public ou du bluff de la présentation. De toutes façons ce qui est remarquable, et peut-être à cause de ce vieux sigle dont le nouveau contenu surprend, c'est le manque de sérieux de part et d'autre. Je laisse

d'autres enfantillages de côté, bien qu'ils soient eux aussi significatifs. L'école maternelle à deux ans, idée de fou, mais montrant l'impact du marxisme. La suppression du service militaire, excellente idée et son remplacement par un service du travail, idée meilleure encore, mais montrant l'impact du fascisme. En somme, la spectrographie de ce programme radical révèle qu'il y a en Jean-Jacques Servan-Schreiber un marxiste-fasciste qui s'ignore, qui ne comprend pas qu'on ne peut être marxiste et fasciste à la fois, qu'il faut choisir, et surtout qui ne comprend pas qu'un régime autoritaire et même un régime dictatorial est une condition absolument nécessaire à la réalisation de son programme. Et ce sont des radicaux qui approuvent tout cela !

La légèreté n'est pas moins grave de part et d'autre de la rampe. On en tirera au moins une conclusion consolante. *Le fascisme passera* beaucoup plus facilement qu'on ne croit. Car *il a déjà passé*. Cet ahurissant programme radical prouve que Jean-Jacques Servan-Schreiber couve le germe du fascisme et ne le reconnaît pas et que ses auditeurs radicaux qui acceptent sans hurler des conceptions aussi éloignées de leur esprit ne sont pas moins contaminés que lui.



Je sais bien que tout cela se perdra dans les sables : ce sont des radicaux après tout. Et dans un an, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber démissionnera de son poste de secrétaire général avec autant de bruit qu'il l'a occupé. Il sera probablement devenu député dans l'intervalle. C'est tout ce qui en restera. C'est peut-être aussi tout ce qu'il demandait.

Mais le scandaleux congrès radical n'en aura pas moins eu lieu. Et il aura montré non seulement l'existence de germes fascistes dont pour ma part je me félicite, mais la part de plus en plus grande que prennent dans notre vie politique le bluff, le battelage, le *marketing*, la publicité sous toutes ses formes et l'indigence intellectuelle qui les accompagne inévitablement. Les dix ans d'anesthésie que nous ont imposé le gaullisme nous l'ont caché : la France

s'américanise. Les clientèles électorales sont beaucoup plus sensibles qu'autrefois au verbalisme, à la magie des mots, au prestige du neuf et du dernier cri, à *l'image de marque* et les politiciens, qui le sentent, deviennent de plus en plus des vendeurs en plein vent, des camelots opérant sur une grande échelle, installés à un carrefour où ils convoquent toute la nation, entourés de leurs conseillers publicitaires, consultant des études de marchés et n'ayant plus pour métier que de *vendre*, comme on vend une marque de lessive ou de bière, une marque politique qui s'appelle gaullisme, marxisme, néo-radicalisme ou n'importe quoi.

Cette américanisation de la vie politique française, elle échappait jusqu'ici à la plupart des observateurs, et les conséquences en ont été méconnues. Elles sont graves pourtant. Le manque de sérieux qu'elles révèlent n'est que l'une d'entre elles. Et une de celles auxquelles nous sommes le plus habitués, la propagande gaulliste ayant largement utilisé le *boniment* que la propagande radicale revendique aujourd'hui et nous ayant également abreuvés des mots qui masquaient son incompetence et son immobilisme, participation, orientation, nouvelle frontière, nouvelle société, vitrines publicitaires derrière lesquelles il n'y a que des bouteilles de carton. Mais ce qu'on ne voit pas, c'est que la violence qu'on se plaint de voir reparaître est une conséquence directe et inévitable de ces méthodes mercantiles. Ceux qui n'ont pas les moyens d'utiliser la grosse artillerie publicitaire des marchands de papier n'ont plus aucun moyen légal de se faire entendre. La loyauté de la discussion ayant disparu, car elle suppose l'égalité des moyens, ceux qui ne se résignent pas à garder le silence devant le règne du *bluff* n'ont plus que la violence pour s'exprimer. Le bluff s'appelle communisme, il s'appelle gaullisme aussi bien qu'il s'appelle néo-radicalisme. Ceux qui ne veulent pas accepter le *marché politique* tel qu'il fonctionne, c'est-à-dire les *concentrations politiques* qui coiffent désormais les options politiques diverses du passé, que peuvent-ils faire ? Quelle issue leur reste-t-il ? La jeunesse refuse de fournir des *consommateurs politiques* qu'on invite à se nourrir de soupe en sachet.

M. B.



# La Rand Corporation

Dans les derniers mois de la seconde guerre mondiale, les « armes secrètes » constituèrent le suprême espoir des Allemands. « Propagande », expliquèrent ensuite les alliés, aucune de ces armes n'était employable tactiquement avant longtemps. De fait, les espoirs allemands étaient relativement fondés car depuis le début de la guerre, l'évolution scientifique et le progrès technique avaient eu une influence déterminante dans la conduite immédiate du conflit. Au radar allié avaient répondu le snorchel, les U.Boot de 800 T., les torpilles magnétiques, etc. ; en 1944, on avait vu apparaître le M.E. 190 à réaction, les V.2 et du côté américain, éclipsant toutes les autres découvertes, la bombe thermo-nucléaire.

Après la guerre, les savants allemands pourchassés tombèrent aux mains qui des Russes, qui des Américains. Pas un ne fut traité en criminel de guerre.

Les savants avaient donc joué un rôle énorme dans le cours de la guerre, non seulement en mettant au point de nouvelles armes mais aussi en intervenant dans la mise en œuvre de ces armes. Cette intervention dans la logistique fut le fait des seuls savants américains qui collaborèrent tout le temps de la guerre sur un pied d'égalité avec les militaires au lieu d'être sous leur dépendance constante comme en Allemagne ou en U.R.S.S.

Les savants américains apprirent à appliquer leurs procédés d'analyse systématique aux fins d'améliorer les modes d'em-

ploi des nouvelles armes, développant ce qui, maintenant, est connu sous le nom d'opérations de recherches. Mais les efforts des savants et ingénieurs avaient été mobilisés à l'origine par une série d'organisations provisoires de circonstances qui, une fois la victoire gagnée, furent démembrées. Cependant, certaines personnes avaient pressenti que l'évolution scientifique et le progrès technique continueraient d'avoir un impact significatif sur la nature et la technologie de la défense. Il fallait donc trouver un moyen pour garder un groupe de savants et d'ingénieurs intéressés à ces problèmes.

Ce fut le général H.-H. Arnold, alors commandant général de l'Air Force, qui trouva la solution. Voulant conserver les contacts étroits et utiles créés durant la guerre entre les forces aériennes et les scientifiques, il considérait que ces liens seraient d'un très grand profit s'ils n'étaient pas trop étroits ; les savants devaient jouir d'une indépendance assez étendue pour identifier et étudier les problèmes tels qu'ils se posent à eux et non être liés par les problèmes tels qu'ils sont conçus par ceux à qui incombent des décisions.

Aux termes d'un contrat négocié entre l'Air Force et la Douglas Aircraft Company, la RAND Corporation fut fondée, vers la fin de 1945, comme département autonome de Douglas. Les savants avaient une charte étendue qui leur permettait d'étudier la plupart des problèmes critiques pour assurer la sécurité de la nation. On leur enjoignait, en outre, de s'occuper de problèmes de plus longue portée et d'éviter de se mettre dans l'engrenage des problèmes courants du Pentagone.

En 1948, RAND devint autonome tout en conservant des relations étroites avec le Gouvernement et les universités. Elle apparaissait comme une société à but non lucratif formée pour « favoriser et promouvoir des buts scientifiques, éducatifs et charitables, tous pour le bien-être public et pour la sécurité des Etats-Unis d'Amérique ».

Depuis sa création, RAND a produit des études de trois sortes : tout d'abord des études à orientation technologique. Par exemple, il lui fut demandé en 1946 d'étudier la possibilité de construction et l'utilité d'un satellite terrestre artificiel. La réponse fut positive accompagnée de l'indication des principaux obstacles qu'il faudrait surmonter. Etudiant en même temps le problème du « vecteur » d'un tel satellite,

RAND suggéra l'emploi d'une fusée à étages multiples. L'Air Force, « protecteur » de la RAND lui dut ainsi de voir ses projets retenus de préférence à ceux de la Navy et de l'Army. Il est important de noter ici le rôle que joua la RAND dans la lutte d'influences qui se livrèrent et se livrent encore les trois armes.

(Dès le milieu de 1957, la RAND avait prévu la date de lancement du « Spoutnik » à deux semaines près !)

La RAND se vit également confier des recherches à orientation plus politique comme celle concernant le choix et l'emploi de bases d'aviation stratégiques. (1951). A cette occasion, l'Air Force demanda à RAND si elle pouvait aider à choisir les emplacements pour une série de bases aériennes outre-mer, qui devraient être construites entre 1956 et 1961.

Ainsi posée, la question semblait être un exercice de planning en logistique relativement simple. Mais, une fois soumise à RAND, la question fut transmise à Albert WOHLSTETTER, un économiste en logistique mathématique, qui avait acquis une grande renommée comme théoricien militaire. Celui-ci s'intéressa à un problème qui avait été presque entièrement ignoré lors des premières études sur la location des bases aériennes : c'est-à-dire la vulnérabilité de la navigation aérienne et des bases à une première attaque de l'ennemi. Les implications des bombes atomiques, des bombardiers à longue portée et des antagonismes internationaux n'avaient pas toutes été reconnues et l'on pensait établir la majeure partie des forces stratégiques aériennes sur un petit nombre de bases à l'étranger où elles pouvaient en fait facilement être détruites au sol par une attaque surprise.

Wohlstetter entreprit l'examen du système de base des forces stratégiques des Etats-Unis, n'acceptant l'installation de bases à l'étranger que comme l'une des quatre alternatives qui devaient être comparées. De plus, il décida de les comparer non seulement d'après le coût des installations, mais d'après le coût du système entier, bases et avions, coûts initiaux et coûts d'opérations, et leur efficacité relative dans l'accomplissement de leur mission stratégique.

Les conclusions de Wohlstetter furent défavorables à l'implantation de bases à l'étranger. Il estima plus rentable un système de bases établi aux Etats-Unis appuyé par des bases de ravi-

taillement en combustibles à l'étranger, établies de manière à réduire les vulnérabilités.

Les conclusions conduisirent l'Air Force à réviser sa structure stratégique de base à partir d'un nouveau mode de conception stratégique dans laquelle la capacité de survivre à un coup initial de l'assaillant avec assez de force pour le punir, devint la pierre angulaire de la politique américaine de dissuasion.

On s'aperçoit que la force de frappe française n'a d'efficacité, dans l'optique pré-citée, que si elle est susceptible de survivre à une attaque de l'ennemi. Qu'en est-il à l'heure actuelle? Il est douteux que les Soviétiques, avec les moyens de renseignements que leur procure la trahison permanente du Parti Communiste, n'aient pas localisé toutes les installations de la force de frappe. En fait le seul vecteur qui réponde aux préoccupations de survie est le sous-marin nucléaire lance-engins. Le « Redoutable » n'est pas encore opérationnel, mais, lorsqu'il le sera, il déclassera la force d'intervention constituée à partir des « Mirage ». A quoi ce vecteur aura-t-il servi? A rien car sa vulnérabilité et sa dépendance par rapport aux infrastructures réduisaient à néant sa chance de remplir sa mission. Un seul gagnant dans l'histoire, Marcel Dassault.

Sur le plan politique, le fait que l'Air Force ait suivi les conclusions de la RAND éclaire d'un jour nouveau l'attitude des Etats-Unis vis-à-vis des pays sur le territoire desquels étaient implantées des bases U.S. On comprend mieux le détachement des Américains devant le « U.S. go home » de De Gaulle. On comprend mieux leur politique de dégagement dans les pays du tiers-monde comme en Europe. Le maintien ou la suppression de leurs bases est devenu un moyen de pression dont ils peuvent user vis-à-vis des gouvernements intéressés.

Si l'on applique le même raisonnement à la France, on peut admettre que sur le plan stratégique la perte de nos bases militaires de notre ex-Empire n'est pas une catastrophe en soi. Seulement il faut voir plus loin.

Dans le cas des U.S.A. comme dans celui de la France, le « dégagement » a été très rapidement suivi de l'arrivée des Russes. Et cette arrivée n'est pas dictée par des considérations de stratégie pure (les Russes n'entendent pas protéger

leurs territoires à partir de Mers-El Kébir), elle obéit à des impératifs diplomatiques et économiques. L'envoi de conseillers militaires russes précède celui de conseillers techniques, économiques et finalement politiques. Supprimer une base militaire dans un pays du tiers-monde, c'est donc supprimer un des moyens de pénétration et d'influence politique que d'autres récupéreront.

On peut donc se demander si les raisons avancées par la RAND (cherté, vulnérabilité et donc inefficacité des bases à l'étranger) ne recouvrent pas une motivation politique inavouée, celle de voir les U.S.A. adopter une politique isolationniste qui leur permette d'arriver à un accord avec l'Union Soviétique, un nouveau Yalta.

Un organisme comme la RAND CORPORATION peut certainement rendre de grands services. Les gens qui questionnent la RAND à propos d'un problème défini ne voient pas toujours les implications extérieures à leurs préoccupations que sous-entend la solution à ce problème. La RAND peut « élever » le débat, il lui reste après à convaincre son client de la justesse des solutions proposées à partir de critères et d'éléments qui ne figuraient pas dans la question. Comment expliquer à un général qu'il se trompe sur les problèmes militaires ? Seulement les travaux de la RAND, s'ils ne sont effectués qu'à partir de données chiffrées donc contrôlables, débouchent sur des décisions politiques lourdes de conséquences. Quels que soient l'honnêteté et le patriotisme des gens employés par la RAND, il entre dans leurs conclusions et surtout dans le choix des directions de recherche une part de subjectivité importante, qui est celle que tout individu fait entrer dans son raisonnement.

Sous prétexte de complexité accrue des problèmes et de technicité des solutions à appliquer, le politique ne peut céder le pas aux savants en dehors de leur domaine propre.

On ne peut admettre que la RAND est l'embryon ou la préfiguration de ce que sera le gouvernement futur : des techniciens chargés de recueillir les réponses d'un ordinateur géant.

Il faudra toujours en effet poser les questions à l'ordinateur. Ce n'est pas l'ordinateur qui gouvernera le monde mais les hommes qui rédigeront les questions qu'on lui posera.

Ph. ASSELIN

# Le Tiers Monde n'est pas ce qu'on croit

## Regard sur la Bolivie

L'anecdote est connue. Elle mérite néanmoins d'être narrée. En 1868, le président bolivien Mariano Mergarejo convia à une réception diplomatique le représentant de la reine Victoria, qui déclina l'invitation. Vexé, le président le fit jucher sur le dos d'un âne, et le digne ambassadeur de sa très gracieuse Majesté fit le tour de la place centrale de La Paz, la plaza Murillo, dans cette posture ridicule. Quand elle connut l'incident, la reine Victoria entendit bien châtier les coupables. Mais la Bolivie était hors de portée de la flotte anglaise. La reine s'empara alors d'un crayon et raya de la carte la Bolivie. « La Bolivie n'existe plus », déclara-t-elle.

Et de fait, l'Angleterre et l'Europe oublièrent la Bolivie. Coincé au cœur même de l'Amérique latine, entre le Pérou, le Chili, l'Argentine, le Paraguay et le Brésil, ce petit pays de un million de Km<sup>2</sup> et de quatre millions d'habitants n'eut pas l'heur d'intéresser les gros trusts américains ou européens. Il fallut les découvertes des gisements d'étain, la « rosca » (14 % de la production mondiale), de mercure, de pétrole, de wolfram, de cuivre, de zinc, d'or enfin pour que les capitaux yankees se dirigent vers cette terre ingrate. Car il n'est pas facile de vivre à trois mille mètres d'altitude, le « Che » Guevara, qui devait succomber dans la vallée du Churo s'en rendit compte trop tard. Et cette contrée inhospitalière donna aux journaux du monde entier des copies inespérées, avec les péripéties tragi-comiques de Régis Debray, les morts du « Che » et de son vainqueur Barrientos, et les

rodomontades enfin du nouveau leader bolivien, le général Alfredo Ovando Candia. Aujourd'hui, la Bolivie est sortie du gouffre de l'indifférence. Depuis plus d'un an, on sait que quelque chose se passe du côté de La Paz. La « gauche » comme les nationalistes revendiquent la paternité de la révolution pacifique qui est en train de s'opérer. Qu'en est-il au juste ? Est-il possible que quinze ans après l'expérience péroniste, le flambeau du nationalisme populaire soit repris par un pays d'Amérique latine, parmi les plus curieux et les plus attachants ?

### *La Guerre du Chaco, le M.N.R.*

Il est impossible de comprendre quelle peut être la situation politique aujourd'hui en Bolivie sans se référer à la guerre du Chaco, qui a eu pour l'avenir de ce pays l'importance de la guerre d'Espagne en ce qui concerne la péninsule, ou du dernier conflit mondial pour l'Europe. De 1932 à 1935, la Bolivie se trouve engagée dans une guerre impitoyable avec le Paraguay, appuyé par l'Argentine et les trusts britanniques. Plus de la moitié des combattants, dont cinq cent mille Boliviens, devaient rester pour toujours sur les pentes du Chaco, dans les champs de coton de Santa Cruz. La Bolivie se retrouva un peu plus resserrée sur elle-même, privée de sortie sur la mer. Déjà pillée au cours de son histoire, « saqueada » disent les Espagnols, mise à sac par le Chili, le Paraguay, le Brésil, le sentiment national exacerbé faisait son apparition. Nous sommes alors à l'époque où le fascisme et le nazisme triomphent en Europe ; en Bolivie, se constituent de vastes mouvements d'intellectuels nationalistes, appuyés par l'armée. Le M.N.R., Mouvement National Révolutionnaire était né. Ses cadres étaient les officiers vaincus et humiliés de la guerre du Chaco. Le M.N.R. assurera à la Bolivie une quinzaine d'années de stabilité inhabituelle dans un pays qui vit depuis 1825, date de son indépendance, plus de 180 pronunciamientos, soit une moyenne de une révolution tous les neuf mois. Le « Palais brûlé », nom de la résidence présidentielle mérite bien son nom ! Le M.N.R. surgit sur la scène politique en avril 1952. La révolution qu'il amena fut parmi les plus importantes et les plus profondes

du continent latino-américain, avec les révoltes mexicaines de 1910, puis de 1917. Douze ans de stabilité apparente de 1952 à 1964, sous les directions du docteur Victor Paz Estenssoro, aujourd'hui exilé à Lima, de Siles Suazo et du syndicaliste Juan Lechin. La révolution de 1952 s'était orientée vers des changements profonds. Ainsi furent réalisés la nationalisation de la grande industrie minière — l'étain appartenant à Patino, Aramayo et Hochschild fut particulièrement visé —, et une importante réforme agraire, qui affecta sérieusement les latifundia, les grandes propriétés. Mesures aussi sympathiques que nécessaires, que le roman de Bastos, « Hijos de hombre » nous retrace longuement.

En 1964, Paz Estenssoro, qui cherchait un appui afin d'assurer sa réélection forme un gouvernement avec René Barrientos Ortuno, général d'aviation, parachutiste et chef de cellule des Forces Armées du M.N.R. Le 31 mars, Paz Estenssoro est réélu ; quelques mois plus tard, les militaires, commandés par les généraux Barrientos et Ovando, transforment le régime tranquillement démocratique de Paz en un soulèvement militaire classique qui aboutit au putsch de novembre 1964. Après ce coup d'Etat, une junte militaire exerça le pouvoir pendant quelque temps, pour le céder ensuite à Barrientos, élu président en même temps que le F.R.B., « Front de la Révolution Bolivienne » obtenait une très large majorité au Parlement. C'était la garnison de Cochabamba qui avait hissé Barrientos au faite des honneurs. Déjà on murmurait que le « cerveau » de l'affaire était le général Ovando.

### *Le tombeau de la guérilla.*

1966. Les terres désertiques de la Bolivie ont été choisies par Cuba pour former la base principale de la guérilla marxiste-léniniste. « Notre mission dès la première heure, était de survivre. Après cela, la guérilla pouvait commencer, en lançant la propagande armée dans l'acception vietnamienne de la phrase, c'est-à-dire la propagande des tirs, des combats qui se gagnent ou se perdent, mais se donnent, contre l'ennemi », écrivait le « Che » Guevara (1). Le projet

---

(1) Ernesto Guevara, in « Journal de Bolivie », Maspero éd.



des marxistes était donc de constituer un foyer insurrectionnel dans le sud-est bolivien, dans un triangle dont les pointes sont, au nord Santa Cruz, au sud Camiri et Sucre à l'ouest. Cette région était traversée par le rio Grande, qui court d'ouest en est, et sert de limites aux huitième et quatrième régions militaires. Ce foyer était considéré par le « Che » comme une organisation à la fois militaire et politique. Militaire, car sa tâche principale était la lutte armée, mais aussi politique dans la mesure où les guérilleros formaient le parti de la révolution en gestation. En ce sens donc, le foyer était un moyen en même temps qu'une fin. Qui plus est, la Bolivie de 1966 offrait des conditions extrêmement favorables à la guérilla : une situation économique difficile des masses, une famine et la misère croissantes, une exploitation accentuée et une oppression impérialiste — en particulier dans les mines, « Siglo XX », « Matilde » — une grande combativité du peuple, et enfin l'incapacité et l'instabilité des gouvernements. On sait que le « Che » devait tomber, après que ses troupes aient été battues sur le terrain qu'il avait choisi. Quelques semaines auparavant, Régis Debray, alors totalement inconnu avait été capturé. Il semble maintenant que ce soit grâce à ses imprudences verbales que le « Che » ait été localisé et abattu. La gauche progressiste française se hâta de hisser aux nues le nom de ce jeune héros, qui fut par ailleurs incapable de tirer un seul coup de feu et de vivre dans les rudes conditions d'un hors-la-loi. Pour notre part, nous partageons l'opinion du chef du P.I.R., et président du Sénat, Ricardo Amaya : « Régis Debray est un médiocre auquel on a accordé beaucoup trop d'importance ». Il est maintenant question de libérer Debray. Gageons que les gauchistes parisiens seront très fiers de l'exhiber au centre Censier ou chez Renault.

Guevara éliminé, les quelques cent hommes qui l'accompagnaient s'avérèrent incapables de poursuivre la lutte. Confinés dans l'immense région de Nancahuazu, ils allaient les uns après les autres rendre les armes ou s'enfuir vers leur pays d'origine, Argentine, Chili, Cuba, Paraguay, etc. Car, et c'est un fait notable qui explique en partie l'échec de la subversion : la population bolivienne ne rejoignit pas les modestes troupes du « Che ». Bien au contraire, le sentiment national

et xénophobe joua à plein. Le « Che » — qui était lui-même Argentin — se plaint d'ailleurs dans ses « Carnets de route » de ne pas rencontrer dans la population plus de sympathie. Pour les indigènes quechuas et aymaras, fiers de leur race et de leurs coutumes, ces « bandoleros » sont avant tout des étrangers. Les guérilleros pensaient être accueillis en libérateurs ; ils furent en fait pourchassés, harcelés et tués par ceux pour qui ils venaient se battre. La guérilla était pratiquement terminée. Elle avait coûté aux guérilleros des centaines de vies, à la gauche la perte de solides illusions ; elle avait surtout permis à un jeune général de se mettre en valeur. Déjà Ovando perçait sous Barrientos.

#### *Vers une révolution nationaliste ?*

René Barrientos, au pouvoir depuis 1964, ne devait survivre que peu de temps à Guevara. Son hélicoptère, l'« Holofernes », du nom du cheval de Malgarejo, s'écrasait l'année dernière sur un haut-plateau. Accident ? Attentat ? Rien n'est sûr. Toutefois, certaines personnalités boliviennes rencontrées il y a peu nous assuraient que cette catastrophe constituait une véritable aubaine pour ce général « arriviste », et que sa soif de pouvoir l'avait peut-être poussé à aider le destin. Toujours est-il que, le jour de l'accident, Ovando était tranquillement aux Etats-Unis. Prudence ou coïncidence, l'Histoire nous l'apprendra un jour. Le général Alfredo Ovando n'était déjà plus un inconnu. Après le coup d'Etat de novembre 1964, Barrientos et Ovando avaient gouverné « en tandem », et Ovando avait été élu vice-président. Devenu célèbre pour son combat contre les guérilleros — il était le « tombeur » du « Che », —, Ovando jouissait d'un prestige immense, et d'une réputation d'homme fort et prudent. Il était l'anti-thèse même de Barrientos, à qui on l'opposait souvent. Et c'est grâce à son nouveau « lider » que la Bolivie devait recevoir une impulsion remarquable. Voilà sept mois maintenant que le général Ovando est installé plaza Murillo. Peut-on déjà dresser un bilan de son action ?

« La Bolivie sur la voie d'une révolution populaire », titrait il y a quelques mois l'« Elite Européenne ». Et certes ces dernières semaines, les orientations du régime ont changé,

ou semblent devoir changer. Tout d'abord, d'une façon très spectaculaire, la Bolivie vient de rompre ses liens économiques avec les Etats-Unis, en nationalisant les biens de la Gulf Oil Company. Perte d'importance pour Washington, qui voit ainsi s'éloigner l'une de ses meilleures sources de production à l'étranger. Quelques chiffres : en 1968, 1 million 620.000 tonnes de pétrole brut, et 672 millions de m<sup>3</sup> de gaz, soit les trois quarts de la production bolivienne. Dans le même temps, les relations diplomatiques avec Cuba et l'U.R.S.S. sont reprises, et le 15 novembre dernier, une mission technique soviétique arrive à La Paz. Officiellement afin de conseiller la Comibol (société minière nationale bolivienne); en fait pour s'attirer la bienveillance de la Bolivie, et consolider des liens politiques encore ténus.

Souvent la marge est étroite pour les pays du tiers-monde entre la solution marxiste et la voie nationaliste et populaire. Dans les deux extrêmes, le processus révolutionnaire débute de la même manière : révolution de palais, uniformes kakis, fanfaronnades, ruptures des relations diplomatiques, nationalisations, etc. Dans le meilleur cas, cela donne l'Indonésie ou l'Égypte ; dans le pire, une « république de bananes » supplémentaire. Aujourd'hui, la Bolivie en est à ce stade. Elle cherche sa voie. A la grande frayeur des Américains, pour qui elle « pourrait devenir un second Cuba », ainsi que l'affirmait le rapport de l'un des spécialistes du Congrès. Qui plus est, le général Ovando se plaît à recevoir la presse. Et sans doute par souci du sensationnel, il est souvent amené à dire le contraire de ses déclarations précédentes, ou de celles de ses collaborateurs. Ainsi disait-il il y a peu que la révolution nationaliste bolivienne ne pouvait virer vers le communisme, tandis que M. Quiroga Santa Cruz pour sa part, écrivait que la révolution nationale était une étape vers le socialisme. Comment savoir, dans cette toile de contradictions, qui dit vrai, ou qui en tous cas a le pouvoir et l'appui nécessaires pour infléchir vers ses vues la politique gouvernementale ? Le général Ovando pourrait être l'homme dont le pays a tant besoin. Car le temps n'est plus aux hésitations ni aux révolutions folkloriques. Si la Bolivie entend jouer un rôle sur la scène internationale, et surtout en Amérique latine, elle devra avant tout rehausser son niveau

de vie et son économie. Quelques chiffres résument la tragédie bolivienne : sur les quatre millions d'habitants, on compte 54 % d'indiens. 32 % sont des « cholos », c'est-à-dire des métis, et seulement 14 % sont blancs. 75 % des Boliviens sont analphabètes ; uniquement la moitié des indiens parle l'espagnol. Enfin, dix mille étudiants seulement travaillent dans leurs sept universités. Toutefois depuis 1963, de gros efforts ont été faits. Plus de 150.000 hommes descendirent de l'Altiplano vers les plaines, plus fertiles et moins rudes. Le rythme de la vie en cette partie du territoire a ainsi augmenté de quinze ans. Un gros point noir toutefois : les conditions atroces de vie des mineurs de Potosi, Catavi, Pulcayo et Challagua, qui les ont amenés plus d'une fois à se révolter. On n'a pas oublié à La Paz le massacre de la Saint Jean de 1967 : 30 morts, 70 blessés, surtout de pauvres bougres qui ne demandaient que l'amélioration de leur maigre ordinaire. Tragédie atroce, qui révèle la profondeur de la tâche que l'équipe Ovando devra mener à bien.

\*  
\*\*

Une chance donc est peut-être offerte à un fascisme latino-américain de s'instaurer en terre quechua. Les conditions économiques et sociales le réclament. Cette nouvelle orientation dépendra en grande part du nouveau propriétaire du « Palais brûlé », si le peuple continue à appuyer son action. Pour l'instant, nous ne voulons retenir que la déclaration qu'Ovando faisait à l'« Express » le 5 janvier dernier :

« Notre révolution est nationaliste. Il y a dans le monde quatre groupes de pays : les Etats-Unis, qui exercent une domination mondiale ; l'U.R.S.S., qui exerce une domination extracontinentale, mais non mondiale ; les pays autonomes comme le Japon et l'Europe occidentale ; les pays dépendants, comme ceux d'Afrique et d'Amérique latine. Nous avons la volonté de faire gravir à la Bolivie un degré de l'échelle afin qu'elle prenne place parmi les pays autonomes. On peut atteindre ce but par divers moyens, le nationalisme et le socialisme. Nous avons choisi le nationalisme. »

Conviction profonde ou exercice de haute voltige politique ? Les quelques mois qui viennent répondront à cette question.

JEAN CHALVIDANT.

# Drieu la Rochelle ou la fatalité du suicide

## I

*Nul ne se tue.  
La mort est un destin.*

PAVESE (1).

La rencontre du chevalier des Grioux et de Manon Lescaut dans la cour de l'auberge d'Amiens est restée pour la littérature française le symbole de la découverte de la passion. L'ensemble de la thématique du chef-d'œuvre de l'abbé Prévost se trouvait ainsi annoncé dès cette rapide scène où la densité du vécu ne le disputait qu'à la sobriété du style. L'ouverture du récit en forme de révélation, l'univers dévoilé en quelques pages : il n'en faut pas plus pour qu'une concordance s'établisse par-delà les siècles avec ce train de permissionnaires de l'hiver 1917, gare de l'Est, à Paris. Un soldat découvre la vie civile et voici la véritable naissance de Gilles. « Ses yeux furent brusquement remplis de lumières, de taxis, de femmes. Le pays des femmes, murmura-t-il. Il ne s'attarda pas à cette remarque ; un mot, une pensée ne pouvaient être qu'un retard sur la sensation » (2). La Paix, la Ville, la Femme, autant de synonymes en ce <sup>xx</sup>e siècle chatoyant d'extrême civilisation qui vient au jour. Dans un crépitement de phrases courtes l'homme européen se réveille de l'engourdissement figé du vieil âge bourgeois qui disparaît sous ses cadavres. Découverte émerveillée de la liberté... L'étincelle rejaillit. Dans *Gilles* comme dans *Manon Lescaut*, les premières pages nous livrent tous les éléments de ce qui constituera une tragédie — qui n'est encore que promesse de bonheur. Cette sensation infinie de liberté : tout est permis, tout est possible, elle va accompagner Gilles tout

au long de l'existence, donner la couleur de ses rêves, la dimension de ses gestes. Dès lors le héros est en situation : la tragédie peut s'accomplir. Et elle déroulera son rituel implacable jusqu'au fond de la misérable piazza de toros espagnole, soleil déchu de pierre et de sang, où viendra se consommer la geste héroïque, en sacrifice propitiatoire à un siècle de plaisir.

Ce soldat en permission, perdu dans la foule, qui marche dans la nuit, Drieu La Rochelle nous le présente avec une puissance rarement égalée ailleurs. Il faut que nous nous en souvenions. De sa chemise d'étoffe fine — aux manches trop courtes. De ses chaussures anglaises. De ce « soir doux, légèrement veiné de froid ». Ce monde brillant et facile nous ne le reverrons plus. Le monde des choses est singulièrement absent de cette vision de myope. « Voyant et entendant fort peu, Drieu naturellement ne décrit rien », signale pertinemment Pierre Andreu (3). Le monde de la matière est absence, pure négativité. Quelques chambres d'hôtel souillées, voitures de sport, bars américains, apparaissent bien au détour d'une péripétie : ils n'ont d'autre réalité que celle que leur confère le désir des personnages. Aux seuls être humains dressés devant ce décor vide est dévolue la charge de la positivité. Pourtant eux-mêmes restent invisibles. Leurs corps sont réduits à quelques mots vagues. A peine sait-on d'une femme qu'elle est rousse, que sa chair est abondante, pâle. Gilles est blond. Drieu La Rochelle est l'anti-Balzac. Ses personnages se nomment convoitise, désespoir, jalousie, soif de puissance, amertume. Sans apparence physique remarquable, ils se définissent par leurs passions. Cependant ces silhouettes creuses sont dotées d'un regard. Au début de *Drôle de Voyage* c'est sur un regard de Beatrix que Gilles envisage de se marier, de justifier sa vie. Quelques instants plus tard par contre, un second regard peut lui faire toucher le fond du découragement. *Drôle de Voyage* est un roman dont l'intrigue entière se noue sur des regards d'où les yeux sont absents : « Un regard tourné vers moi paraît sur un fond de destruction des yeux qui me regardent : si j'appréhende le regard, je cesse de percevoir les yeux » (4). Avec dix ans d'avance, Drieu La Rochelle illustre les essais de Sartre sur l'existence d'autrui. Monde sans formes, corps indistincts, la

dernière relation interindividuelle possible demeure le regard. Les personnages de Drieu La Rochelle jouent leurs vies sur des regards sans yeux.

Dans une vision qu'impressionne si peu le monde extérieur, les rares situations que Drieu La Rochelle nous présente jusque dans leur détail, acquièrent par là même une importance primordiale. C'est à elles que se réfère le mode d'être de tous les personnages. Gilles, Gonzague, Alain, Constant, sont tous les ombres du permissionnaire de 1917 pour qui « les folies de l'arrière ne pouvaient être que de bien minces sottises : on serait toujours trop content de le renvoyer au front où un obus pouvait tout arranger » (5). Paris, les cafés, les cercles politiques ou littéraires, les métiers où l'on gagne de l'argent, les femmes : voici l'arrière. Mince sottise dépourvue de réalité. Drieu La Rochelle n'acceptera jamais de devoir se limiter à ce monde accessoire. D'ailleurs il ne le prend pas au sérieux sinon pour déplorer sa négativité, ses effets négatifs. Mais à partir de 1918 ne demeure que cet arrière du monde. Coulisses qui « ignoraient absolument cet autre royaume aux portes de Paris, ce royaume de troglodytes sanguinaires, ce royaume d'hommes — forêt d'Argonne, désert de Champagne, marais de Picardie, montagne des Vosges. Là, les hommes s'étaient retirés dans leur force, leur joie, leur douleur » (6). Là, vivent ces « mots qui ne sont plus des mots, qui sont des faits. Faim, froid, sang, merde » (7). Or Drieu La Rochelle, hormis les poèmes d'*Interrogation* et quelques pages de *la Comédie de Charleroi*, a peu décrit cette ligne de front de l'humanité. Ses héros évoluent à Paris, aux Baléares, dans les boîtes de nuit et les salons à la mode. Ils sont au milieu de nous, vivent notre vie quotidienne et appellent cela l'arrière qui ne compte pas. Aussi, à l'instar de ce Gonzague qui « cherchait quelque chose qui fût extérieur à lui-même », ils ne se sentent pas à leur place dans cette vie d'embusqués. Dans ce malaise se situe le point de départ de la quête de l'amour. De là, la poursuite d'un idéal — politique puis métaphysique. De là, la recherche d'un esthétisme — dans la littérature. Mais ces tentatives s'effondrent les unes après les autres entre un ego à la dérive et une société inconsistante. De 1918 à 1940 l'arrière-monde a envahi l'ensemble de la vie.

*L'INCOMMUNICABILITE (Les années 1920).*

Démobilisée, la France part à la poursuite du plaisir. Quatre années de violence et de souffrance sont reléguée dans une zone de doute. Du jour au lendemain Labiche succède à Corneille. Marié en 1919, Drieu La Rochelle a trouvé l'argent sinon un foyer : « Il me faut votre argent pour sauver ma jeunesse », jette Gilles à la face de sa future femme (8). C'est le temps de l'homme couvert de femmes. A travers l'Europe des années 1920 Drieu La Rochelle campe le modèle d'un héros de Scott Fitzgerald. Tout un monde scintillant de fêtes et de luxes s'engouffre dans cette existence ouverte à tout vent. Il y a les amitiés surréalistes : Louis Aragon, Paul Eluard, Jacques Rigaut. Il y a aussi les nuits parisiennes où le désespoir se retrouve au sortir d'une maison de passe blafarde... Bien souvent la littérature a affectionné mettre en scène ces groupes de libertins, à l'époque de Balzac cela s'appelait « les chevaliers de la Désœuvrance ». Mais en cette après-guerre échevelée c'est une société entière qui se compromet et prétend se reconnaître dans cette mythologie de « music-hall ». Rapidement la paix s'avère aussi ratée que la guerre. Les rêves naïfs des tranchées se sont englués dans une réalité peu exaltante : « Quand nous sommes revenus de la guerre, il y avait de l'argent. On nous a eu avec de l'argent. Mais l'argent d'après-guerre, ça a été la saleté, la saleté de nos années perdues » (9). A peine découvert le monde se retourne pour accabler l'imprudent. Loin d'avoir été le moyen de la liberté, l'argent s'est confondu avec l'échec des années 1920.

Cette jeunesse, nous la retrouvons intacte avec tout son désarroi au fil des livres de l'époque : *Plainte contre inconnu*, *L'homme couvert de femmes* (dédié à Louis Aragon) ainsi que *Drôle de Voyage* (10). Une bourgeoisie en décomposition, et au milieu, une longue silhouette de Viking égaré, voici le thème qui est repris chaque fois. Seul le ton change. Depuis le ton pressé et navré de *Plainte contre inconnu* jusqu'au cynisme blessé de *Drôle de Voyage*. L'ensemble de ces livres compose une même recherche, faite toute d'impatience et de fébrilité. Marcel Arland parlait d'une « anarchie



en quête de discipline ». Voyons-y plus précisément : une tentative de fonder l'existence sur une noblesse vécue jusque dans le quotidien. Car c'est bien de cela qu'il s'agit, réinventer des formes de vie alors que tout se dérobe, société, morale, famille : « tout peut se faire si facilement dans le monde, qu'on le sent devenir fluide, inexistant » (11).

Plus encore que la société, c'est le moi qui semble remis en question en ce début de siècle. « On s'aperçoit que dorénavant dans l'image de l'homme il y a plus d'ombre et de vide que de substance », dira Drieu La Rochelle (12). L'intégration des découvertes de Freud dans le domaine commun a fait sauter le mythe d'un ego cohérent et monolithique. Cela ne pouvait manquer de soulever des échos multiples dans la littérature. Ainsi ce qui frappe avant tout le lecteur de *Drôle de Voyage*, c'est la perpétuelle oscillation qui caractérise la totalité de l'être intime de Gilles, le héros : « Cet homme de vingt-sept ans avait encore des raideurs d'adolescent ; il oscillait entre les extrêmes que seul il pouvait concevoir » (13). Délivré de toute contrainte mais aussi de tout cadre, le moi s'éparpille et se désagrège. Chaque instant nouveau qui survient, inaugure un état psychique différent que plus rien ne relie au précédent, depuis la plénitude la plus extatique jusqu'à l'abattement complet. Pour ce, un mot, une intonation, un geste suffisent. Parfois même il n'est besoin que d'une suite de déductions internes, sans motivation tangible, pour faire chavirer cet univers en équilibre instable. Gilles s'apparente à ces séismographes ultra-sensibles que les géologues utilisent pour détecter les infimes vibrations telluriques qui agitent sans relâche les profondeurs terrestres. De telles oscillations sont évidemment imperceptibles par autrui. C'est l'ensemble des relations humaines qui se trouve ainsi remis en question. Personne, pas plus sa fiancée que les autres membres de son entourage, ne peut pénétrer les mobiles fluctuants du héros de *Drôle de Voyage* : « les âmes sont impénétrables les unes par les autres » (14). Désormais tous les personnages de Drieu La Rochelle seront des solitaires sur qui rien n'a de prise (15).

Cette crise de la communication se manifeste de façon particulièrement aiguë avec les femmes. Gonzague, dans la *Valise vide* (l'une des nouvelles de *Plainte contre inconnu*),

avoue une incapacité totale d'aimer et d'être aimé, témoin ce court dialogue poignant de dénuement :

« Je les trouvais tous les jours en rentrant chez moi, sur le trottoir. Je les suivais pour ne pas leur dire : non. Si une femme convenable en avait fait autant...

— Mais elles en font autant.

— Tout de même, je suis décourageant » (16).

Gonzague n'est qu'une caricature douloureuse de Gille (avec ou sans s, selon les romans), le héros-type de Drieu La Rochelle. Néanmoins il annonce déjà certains thèmes qui persisteront tout au long de l'œuvre. Ainsi l'impossibilité d'accepter une femme complète : il lui est préféré la femme-sexe (la prostituée qui satisfait uniquement les sens) ou la femme-argent (celle avec qui on se marie afin de satisfaire l'ambition sociale).

Dans certains cas cependant, Gilles paraît réussir à métamorphoser les différentes femmes-objets vers lesquelles le portent ses différents désirs, en une femme unique à laquelle il entend se lier. C'est Alice, l'infirmière de *Gilles* (qui apparaît déjà dans *Drôle de Voyage* sous le nom de Jacqueline). Elle est vieille, leur union est condamnée dès le premier jour. C'est Dora. Elle est mariée et surtout américaine : vouée à mépriser Gilles et son horizon rétréci sur une France délabrée. C'est Pauline, l'Algérienne, qui meurt interminablement d'un cancer au ventre. Trois femmes : trois situations d'échec.

Enfin, à la limite c'est l'impuissance qui guette les anti-héros de Drieu La Rochelle. Cette découverte est attribuée paradoxalement à l'homme couvert de femmes. Au retour d'une semaine passée dans les bas-fonds parisiens, Gille fait soudain l'expérience de son impuissance. Spectre symbolique de la solitude. Au cœur du roman quelques pages tendent au périclès de l'œuvre : « Gille fila dans sa voiture, à toute vitesse sur une seule idée : je n'ai aucun pouvoir sur la vie » (17). Par la suite Drieu La Rochelle ne reviendra plus guère sur l'impuissance sexuelle, sans doute ne pouvait-il pas aller plus loin que dans les pages cinglantes de *L'homme couvert de femmes*. Il n'en continuera pas moins à dénoncer la défaillance de la sexualité à son époque, de plus en plus apparente, de plus en plus généralisée : « une ombre pesait

sur le sexe ». Bien que sceptique à l'égard de la pensée même de Freud, Drieu La Rochelle lui reconnaît une valeur de signe : si on éprouve tellement le besoin de se pencher sur la sexualité c'est qu'elle fait problème.

L'incommunicabilité apparaît ainsi comme complète. Voués aux incessantes oscillations d'une conscience inquiète et à l'insuffisance d'une sexualité que la disparition de toute morale ne parvient pas à épanouir, tout au contraire, les personnages de Drieu La Rochelle perdent tout contact avec le monde. L'amitié comme l'amour leur sont barrés : « Ma solitude me fait claquer des dents », s'écrie Gille (18). Dans un tel isolement le rêve apparaît comme la seule issue. Drieu La Rochelle dit un jour : « Devenir romancier c'est la consolation de la perte de la première jeunesse », c'est-à-dire de l'adolescence, l'âge du rêve, l'âge du Grand Meaulnes (19). Mais pour un Gonzague par exemple, incapable d'écrire, la propension au rêve devient l'insurmontable obstacle qui sépare de la réalité. « Deux ou trois fois il parla de pays où l'on faisait fortune... » (20). Il semble impossible d'exprimer davantage l'incapacité à vivre, l'impuissance à maîtriser la vie. C'est l'angoisse. Pas d'amis, pas de femme, pas de foyer, le héros est seul qui s'achemine vers la quarantaine. En 1929 le coup de revolver qui met fin aux jours de Jacques Rigaut marque la fin d'un temps. L'œuvre répercute ce retour de la tragédie en 1931 : l'année du *Feu follet*. La permission de l'hiver 17 a trop duré. Elle s'est fourvoyée dans le vide du monde moderne... Coïncidence ? Pour l'histoire, 1929 signifie avant tout le krach de Wall street, la crise du capitalisme. Au sommet comme au niveau de l'individu, l'univers s'effrite et se condamne de lui-même. Et puis surtout c'est l'époque des *Conquérants*, de *La Voie royale*. Dans l'atmosphère devenue irrespirable de Paris résonnent étrangement les phrases nerveuses de Malraux. Un bruit d'armes commence à étouffer le jazz des années folles.

A travers la détresse de ces livres de jeunesse apparaît néanmoins une première attitude intellectuelle. Drieu La Rochelle s'y présente comme un homme à l'écoute. A l'écoute de l'Europe : avant tout le monde il perçoit les craquements qui suivent la grande guerre civile. *Mesure de la France* est la relation de ce ratage de la paix (21). Le livre fixe l'instant

décisif où la France entame le chemin qui la mènera au sous-développement actuel. A l'heure où Jacques Bainville réclame encore le démembrement *des* Allemagnes pour préserver la paix, la voix de Drieu La Rochelle s'élève, prémonitoire : « Je veux être grand et achever le monument européen, pour la plus grande gloire du monde. Nous sommes 360 millions » (22).

...à l'écoute de ses amis : il les rencontre chez les Sur-réalistes occupés à émettre des « vagissements séniles ». Sous prétexte de révolte pure ils ne font que servir de bouffons à un public de bourgeois... Il les retrouve à Moscou, cherchant là-bas la forme qu'ils ont renoncé à découvrir en eux-mêmes... Puis il les surprend drogués, affaissés dans leurs lits, deux par deux, adonnés à une homosexualité de Bas-Empire : « Je devins triste. Cette chambre sentait la mort, une mort qui puait un parfum à la mode » (23).

(à suivre)

#### NOTES

(1) Cesare Pavese, *Dialogues avec Leuco*, p. 31, Ed. Gallimard, 1964.

(2) Pierre Drieu La Rochelle, *Gilles*, p. 3, Ed. Gallimard, Paris 1939. Sauf mention contraire, les œuvres citées ici ont été éditées chez Gallimard.

(3) Pierre Andreu, *Drieu témoin et visionnaire*, p. 116, Ed. Grasset, Paris 1952.

(4) Jean-Paul Sartre, *L'Etre et le néant*, p. 316.

(5) *Gilles*, p. 3.

(6) *Gilles*, p. 6.

(7) *Plainte contre inconnu*, p. 17.

(7) *Gilles*, p. 39.

(9) Charlotte Corday, *Le chef*, p. 208.

(10) Bien que paru avant *Drôle de voyage* (1933), *Le Feu follet* (1931) est à mettre à part. C'est en fait le livre-charnière qui clôt le temps de la jeunesse. *Drôle de voyage* ne fait que remettre en vie provisoirement l'univers déjà exécuté par le coup de revolver du *Feu follet*. Ici, suivre la chronologie conduirait à la méconnaissance du développement de l'expérience et de la pensée de l'auteur.

(11) *L'homme couvert de femmes*, p. 61.

(12) *Notes pour comprendre le siècle*, p. 96.

(13) *L'homme couvert de femmes*, p. 184.

(14) *Plainte contre inconnu*, p. 68.

(15) Nous ne voulons pas dire que l'instabilité soit un phénomène nouveau. Pas même en littérature où Rousseau

s  
E  
a  
se  
tu  
le  
or  
qu  
«  
n'  
do  
ap  
ve  
ce  
tou  
qu  
à  
La  
déli  
l'air  
s'ar  
Il  
(Les  
par  
d'ac  
qui  
et d  
néga  
pour  
se re  
(16  
(17  
(18  
(19  
15 m  
(20)  
mule  
à l'or  
(21)  
Franc  
(22)  
péenn  
et mē  
gation  
(23)

lui a donné droit de cité voilà déjà 2 siècles. *Drôle de voyage* est intéressant dans la mesure où il peint un moi qui se déchire dans une société elle-même déchirée (plus de Dieu, plus d'Homme, ou si l'on préfère : plus de conception centrale de l'homme). En parlant des héros sartriens, Claude-Edmonde Magny écrivait : « Ils ont choisi par exemple entre résister à certaines impressions, les refouler (c'est à ce prix que l'homme sain maintient quotidiennement sa normalité) — et se laisser envahir et presque submerger par elles (mais aussi porter comme par un flot), dans l'espoir d'en découvrir le sens... » (*Essai sur les limites de la littérature*, p. 99. Petite Bibliothèque Payot). Les héros de Drieu La Rochelle, eux aussi, choisissent « de se laisser couler à pic » dans des sensations que ne musellent plus aucun concept social, habitude reçue, préjugé facile (ceci, sans vouloir pousser plus loin le rapprochement, la perspective de Sartre étant d'abord ontologique, celle de Drieu La Rochelle, éthique). La conséquence de ce choix, écrit encore Claude-Edmonde Magny, « c'est la révélation brusque que les choses peuvent être n'importe quoi ». Les êtres humains également. Tournant le dos au monde rassurant des « salauds », un nouveau monde apparaît que caractérisent la liberté et l'inquiétude. Or l'univers romanesque de Drieu La Rochelle inquiète. Seulement ce n'est qu'à partir de là que la vie pourra être fondée hors toute référence aux fausses valeurs. C'est comme cela aussi qu'il faudra comprendre les réflexions de Drieu La Rochelle à la fin de sa vie sur le problème de Judas. Pour Drieu La Rochelle, Judas choisit de trahir. Par son acte il se coupe délibérément du monde tranquillisant des pharisiens : « Il a l'air de choisir trente deniers contre sa réputation. Qui peut s'arrêter à ces babioles ? Il s'agit de bien autre chose. Il choisit que le monde remue, que le monde respire » (*Les Chiens de paille*, p. 117). Judas, personnage inquiétant par excellence, est néanmoins celui qui permet au Christ d'accomplir la divinité de son destin en le vendant, celui qui ramène les Evangiles au dualisme fondamental du Bien et du Mal en conjurant le clair-obscur du compromis. Héros négatif, Judas va jusqu'au bout de la négativité et « triche » pour mieux permettre à la Vérité (la divinité du Christ) de se révéler.

(16) *Plainte contre inconnu*, p. 123.

(17) *L'homme couvert de femmes*, p. 99.

(18) *Drôle de voyage*, p. 222.

(19) Lettre à Frédéric Lefèvre, in *Les Nouvelles Littéraires*, 15 mars 1930.

(20) *Plainte contre inconnu*, p. 87. A rapprocher de la formule de Malraux : « toutes les épaves d'Europe pensent à l'or » (*La Voie royale*, p. 63, Le Livre de poche).

(21) A l'origine ce livre devait s'appeler : *Le crime de la France*.

(22) *Genève ou Moscou* (1928), p. 114. Mais l'idéologie européenne est déjà affirmée dans *Mesure de la France* (1922), et même, se trouve en germe dès les poèmes d'*Interrogation* (1917).

(23) *Plainte contre inconnu*, p. 19.

# La Chronique du mois

## *L'OFFENSIVE NATIONALISTE DANS L'UNIVERSITE*

Alors que, depuis mai 1968, les mouvements nationaux et nationalistes étaient presque absents du combat politique, l'irruption brutale du Groupe Union Droit et d'Ordre Nouveau dans les universités a complètement renversé cette tendance. Pour la première fois depuis la guerre, les nationalistes sont apparus solidement implantés dans de nombreuses facultés, et capables de conserver une ligne politique efficace.

Non seulement les assauts gauchistes ont pu être brisés, mais encore l'exploitation politique des incidents a amené un développement rapide des formations nationalistes. Ce développement ne se constate pas seulement sur le plan des effectifs mais, aussi, sur le plan de l'audience : c'est ainsi que le G.U.D.-Aix-en-Provence a obtenu 63 % des voix et 20 sièges sur 28 aux élections de la Faculté de Droit de cette ville (où il avait obtenu, en 1969, 42 % des voix). Ce phénomène se généralise dans toutes les facultés de droit et commence à se manifester dans d'autres centres universitaires, y compris les lettres.

Cette offensive nationaliste a soulevé les clameurs de nos ennemis traditionnels :

— Les sionistes, qui avaient cru prendre en main la droite française, du fait de la cécité politique de nombre de ses chefs, ont réagi avec rage devant l'apparition de cette force antisioniste autant qu'antigauchiste (voir les appels au

meurtre des sionistes de la L.I.C.A. contre le meeting d'Ordre Nouveau);

— Les communistes et les gauchistes, pour une fois unis, ont lancé le mot d'ordre de la lutte contre les « fascisto-nazis » ;

— Le gouvernement, en interdisant le meeting d'Ordre Nouveau, puis celui du Comité de Défense de la Liberté d'Expression, a montré qu'il ne voulait pas tolérer l'existence de groupes prenant une vigoureuse position contre les fondements mêmes du régime actuel.

Au moment où le désordre règne en maître dans l'Université, le développement du nationalisme est une chance historique à ne pas manquer.

### *INCERTITUDES ASIATIQUES*

Démontrant la valeur de la théorie des « dominos » (la chute du Sud-Vietnam devant entraîner l'effondrement des pays anticomunistes de l'Asie du Sud-Est), les troupes du Pathet-Lao, renforcées par des éléments nord-vietnamiens, ont complètement balayé les forces gouvernementales laotiennes. Rongées par la corruption, ces troupes se sont débandées et seuls acceptent de se battre les mercenaires Meos du général Van Pao (payés par la C.I.A.) et des unités thaïlandaises encadrées par les bérets verts U.S. Seuls, des raids massifs de l'aviation américaine arrivent à freiner l'irrésistible avance communiste.

L'exemple laotien montre, une fois de plus, la prodigieuse incapacité des Américains à mettre sur pied des forces armées alliées capables de faire face aux forces communistes. Tout ceci est un mauvais présage pour la réussite de la « vietnamisation » de la guerre du Vietnam, rêvée par Nixon.

### *LE PROCHE-ORIENT*

Désireux de briser à tout prix la résistance arabe, les forces aériennes de l'Etat sioniste multiplient les raids de terreur contre l'Egypte. Comme par hasard, c'est le moment

que choisissent des groupuscules « résistants » palestiniens pour commettre des attentats imbéciles et criminels contre des avions de ligne, ce qui efface la réprobation manifestée dans le monde lors du massacre d'Helouan, commis par les avions sionistes.

Qu'il y ait provocation ou imbécillité criminelle, il ne faut pas oublier que la seule organisation palestinienne qui se batte réellement sur le terrain, l'O.L.P. El Fath, refuse de se livrer à de tels actes et place la lutte sur un plan exclusivement militaire.

Le soutien des gauchistes aux palestiniens ne doit pas faire oublier que ce soutien s'exerce surtout à l'égard des groupuscules trotskystes (F.P.D.L.P.) ou « chinois » (F.P.L.P.), qui représentent moins de 10 % des effectifs de la résistance palestinienne.

Quant à la Lybie, traitée de « communiste » par les « Voix d'Israël » françaises (*L'Aurore*, *Combat*, etc.), elle apparaît de plus en plus comme un état purement nationaliste, ayant choisi volontairement la carte française, pour ne pas basculer dans le camp soviétique.

### L'ITALIE TROUBLEE

La crise italienne perdure et les menaces voilées du Vatican interdisent encore à la D.C. d'admettre le processus autorisant le divorce, voulu par le front laïc des autres partis de « l'Apertura alla sinistra » (ouverture à gauche) : P.S.U., P.S.I. et P.R.

Cependant le désordre s'aggrave et, dans l'Université, le « Mouvement Etudiant » (anarcho-maoïstes) est en plein recul. Les nationalistes du M.S.I. (Giovane italia, F.U.A.N.) sont passés à l'offensive et multiplient les assauts contre les gauchistes.

Cette renaissance nationaliste se manifeste un peu partout et le M.S.I. apparaît comme un parti « qui monte ». Quant à la démocratie italienne, de plus en plus touchée par la crise, elle paraît de moins en moins capable de maîtriser la situation et de faire face aux menées communistes et gauchistes.



*LA « TROISIEME VOIE » EN AMERIQUE LATINE*

Renouant avec la tradition péroniste, les militaires boliviens et péruviens ont entrepris la transformation révolutionnaire de leur pays. Refusant toute complicité avec l'impérialisme américain, ils s'efforcent actuellement de créer les bases d'un développement économique autonome. Tout en ne relâchant leur vigilance contre les menées communistes et gauchistes, ils implantent leur « nationalisme de gauche », basé sur une conception fascinante de la Société et de l'Etat.

Au Chili, de nombreux militaires, face à l'échec évident du réformisme démo-chrétien de Frei, paraissent tentés par cette nouvelle « 3<sup>e</sup> Voie », ainsi que de larges secteurs d'officiers nationalistes dans le régime « national-conservateur » du général argentin Onganía.

Même au Brésil, encore plus conservateur, la tendance Linha Dura de l'amiral Rademaker reproche au général Medici son alignement trop inconditionnel sur les U.S.A.

Après l'enterrement de « l'Alliance pour le Progrès », les armées latino-américaines ont compris que l'indépendance nationale et le développement économique passaient par la lutte contre les oligarchies locales et contre les effarants privilèges du capitalisme U.S.

ROBERT CAZENAVE.

# La Chronique des Arts

## CLAUDE MONET L'IMPRESSIONNISTE

Les anniversaires, dont le commerce des frivolités abuse aujourd'hui, ont quelque chose de bon. Ils ont non seulement pour utilité de nous remettre en mémoire des événements oubliés — dont certains exemplaires — mais en une certaine mesure ils opèrent, au bénéfice des participants, cette éternisation de l'instinct qui est le mobile déterminant de toute création artistique; de cette étrange volonté de l'homme, se sachant transitoire et périssable, de donner à ses rencontres avec les êtres et les choses, à ses états d'âme passagers une valeur perdurable, d'introduire dans le caduc un sentiment d'éternité.

La vie des grands artistes est ainsi jalonnée par des faits, dont la remémoration permet de nous restituer en partie la merveilleuse aventure spirituelle qui fut la leur. C'est ainsi qu'en 1870 deux hommes se rencontrèrent et de cette conjonction allait naître une aventure commune aux multiples incidences, opérant et éclairant en une certaine mesure l'histoire de la peinture moderne. Claude Monet, jeune peintre encore fort peu connu, appartenant à ce petit groupe de l'Atelier Gleyre qui allait donner naissance à la phalange dite *impressionniste*, rencontrait à Londres, où il était venu se réfugier trois semaines avant que n'éclate le conflit franco-allemand, Paul Durand-Ruel, marchand de tableaux parisien, fondateur d'une galerie très prospère, où il s'était fait le champion des peintres de Barbizon. Le marchand, voyant le fruit de ses efforts remis en cause par les prodromes d'un événement qui allait bouleverser les conditions d'existence, était venu chercher dans la capitale britannique un champ d'activité paisible, plus favorable à ses affaires.

Cette rencontre allait être grosse de conséquences pour l'artiste et pour le marchand. Elle allait orienter Paul Durand-Ruel vers une nouvelle forme d'expression en peinture, cette école dite *impressionniste*, qui sera le plus grand titre de gloire de l'Ecole française moderne, fournir aux jeunes peintres novateurs, jusque là sans relations, sans

clientèle et quasi sans moyens d'existence, les possibilités de se faire connaître, d'attirer progressivement l'attention des amateurs, d'aboutir enfin à cette glorification de leurs travaux et de leur personne après trente ans d'efforts et de luttés persévérantes. Quelques semaines après cette première rencontre un autre transfuge, venu lui aussi à Londres, poussera la porte de la Galerie de New-Bond Street, Camille Pissarro, second anneau de cette chaîne, à laquelle allaient se joindre après le retour en France Sisley, Renoir, sous le double patronage d'Edouard Manet et d'Edgar Degas.

C'est pour commémorer cet événement, on peut dire familial, que la Galerie de l'Avenue Friedland a organisé cette belle rétrospective Monet avec, au milieu de cinquante peintures accrochées sur ses cimaises, les documents d'archives, lettres autographes, photos jaunies, catalogues et coupures de presse qui évoquent un passé aujourd'hui prestigieux. Exposition aussi remarquable par sa présentation que par le choix des tableaux qui la composent, en un éventail panoramique allant de 1864 à 1918, raccourci de plus d'un demi-siècle du déroulement d'une carrière d'artiste, laquelle fut longue, exceptionnellement féconde, répondant à de multiples et diverses sollicitations. Elle nous permet d'amorcer quelques réflexions utiles sur la personnalité et l'œuvre d'un Claude Monet, qui en dépit de son universelle renommée n'a pas fait jusqu'ici l'objet d'études aussi poussées, aussi exhaustives que la plupart des grands impressionnistes, ses contemporains et ses amis.



Deux avant-propos au catalogue, l'un de John Rewald, historien de l'Impressionnisme, l'autre de Daniel Wildenstein, nous facilitent ce travail de réflexion, en renouant le fil des événements.

Je savais, soit dit en passant, que M. Daniel Wildenstein était un sportman accompli, propriétaire d'écuries de course dont les couleurs sont célèbres sur les hippodromes des deux hémisphères, à ses heures négociant en tableaux, mais j'ignorais qu'il fût aussi historiographe d'art !

J'ai écrit quelque part que seul de ses compagnons de combat, « *Claude Monet pouvait être tenu pour le seul véri-*

*table impressionniste* », dans toute l'acception du terme et la mesure où ce vocable peut prétendre à une signification technique et esthétique bien précise, ayant historiquement une valeur désormais reçue, qu'il ne possédait pas lorsque le qualificatif fut mis en circulation, à la suite d'une boutade de journaliste prenant pour prétexte le titre d'une toile ; c'était précisément une toile du jeune Claude Monet à la première exposition du groupe en 1874. Ceci me paraît vrai, au point que l'on peut affirmer : « *Si Claude Monet n'est pas tout l'impressionnisme, il est par excellence le peintre impressionniste, et cette remarquable exposition plus qu'aucune autre en témoigne* ». Elle en témoigne au point que si l'on parcourt attentivement la suite des tableaux qui la composent, on ne peut être que frappé par un fait, l'assez étonnante dissimilitude de ces toiles successives. Lorsqu'un art d'expression se fonde sur la sensation, sur ce qu'il y a de plus fugitif pourrait-on dire dans la sensation, l'impression, rien d'étonnant que ces témoignages aient tant de variété car ils sont à la fois reflet des choses qui les ont inspirés et reflet de l'état de sensibilité transitoire de celui qui les a élaborés.

Cette *Route de Chailly à Fontainebleau*, de 1864, n'est-elle pas de Frédéric Bazille, le compagnon et l'ami auquel Monet eut si souvent recours pour pallier son impécuniosité et sa détresse, ainsi que ce *Port de Honfleur*, à la même date ? Ce *Camille Monet sur la plage de Trouville*, en 1870, à la veille sans doute du départ de son mari pour Londres, n'est-il pas d'Edouard Manet ? Comme cet admirable et grandiose *Effet de neige à Honfleur*, à la même date, paraît être un assez extraordinaire Sisley, et aussi cet *Effet de neige à Argenteuil*, en 1875 ? Ou faudra-t-il inverser l'ordre des rapports et dire que les *Bazille*, les *Sisley*, les *Manet* (pour Manet ce fut vrai en partie) ont été les reflets prolongés de tant d'épisodiques *Monet* ? Cette *Seine à Argenteuil*, peinte en 1872, n'est-elle pas un *Sisley*, tel cependant que Sisley à cette époque n'aurait su la réaliser ? Et le parallélisme se poursuivra. Seuls peut-être lui appartiendront tout à fait en propre, et encore n'en suis-je pas si sûr, ces peintures d'une touche flochée, apparemment si caractéristique et dont un des premiers exemplaires sera la

magnifique *Chasse* de la Coll. Durand-Ruel, peinte en 1876. Puis, *Le bateau-atelier sur la Seine*, à la même date, *Le Parc Monceau*, en 1878, *Le ruisseau* de 1881, ces *Impressions de Vétheuil*, qui dès 1880 vont constituer quelque chose comme la chaîne secrète de toute l'œuvre du peintre paysagiste, dont l'aboutissement magistral sera la double série des *Nymphéas*, en laquelle se résume et s'affirme l'apport essentiel, l'apport capital de Monet à la peinture de son temps.

Quant aux séries des « *Meules* », exposées chez Durand-Ruel en 1891, des « *Cathédrale de Rouen* », exposées en 1895, des « *Bord de la Tamise* », en 1907, des « *Venise* », exposées chez Bernheim en 1912, bien qu'elles appartiennent aussi en propre à celui qui se voulut et qui fut *l'impressionniste* par excellence, avec tout ce que ce dessein pouvait comporter d'enrichissant et de décevant, elles sont peut-être moins décisives et moins valables en ce sens, car c'est d'elles que sortira ce qui dans l'impressionnisme et le post-impressionnisme il y aura de moins valable : Le Sidaner et Henri Martin, tant d'autres épigones attardés n'appliquant plus que des recettes, ayant laissé s'évaporer l'esprit pour la lettre, de cet impressionnisme dont la vitalité n'alla guère au-delà de l'ultime exposition du groupe en 1886, l'année même où la Galerie Durand-Ruel organisait sa grande rétrospective avec trois cents toiles dans une exposition ouverte à New-York, sous le titre « *Œuvres à l'huile et au pastel des Impressionnistes de Paris* », manifestation qui marquait une consécration et aussi un achèvement.

De cet impressionnisme tous s'évadèrent. Les meilleurs qui lui survécurent allèrent vers autre chose. Tel Gauguin qui, bien que disciple attardé, n'en peignit pas moins les meilleures toiles impressionnistes autour de 1882, très supérieures par leur facture aux meilleurs *Monet* (il n'est que de comparer les natures mortes respectives peintes par les deux artistes sur des sujets analogues, fleurs, fruits, accessoires divers) : Gauguin s'orientant vers la réintégration de la peinture de composition dans la peinture de chevalet, ouvrant la porte au symbolisme. Tel Cézanne réhabilitant la représentation de l'espace et les valeurs plastiques dans une peinture de pure sensation. Dans leur sillage : Van Gogh tendant à un expressionnisme qui deviendra vite délirant ;

Lautrec, merveilleux illustrateur, peintre de mœurs et de portraits, n'ayant retenu de la leçon impressionniste qu'un chromatisme libéré des contraintes académiques ; les néo-impressionnistes avec Seurat poussant le divisionnisme jusqu'à ses extrêmes conséquences en réordonnant la structure chromatique du tableau. Seul Monet et jusqu'à la fin — il ne mourra qu'en 1926, âgé de 87 ans — restera le champion attardé d'une forme d'art dont il avait été le découvreur, l'ayant pratiquée avec tant d'obstination qu'il l'a en quelque sorte incarnée.

### SAENREDAM A L'INSTITUT NEERLANDAIS

Avez-vous lu Baruch ? Connaissez-vous Saenredam ? Telle était la question que les plus éminents représentants de la Presse artistique invités au vernissage de l'Exposition de l'Institut néerlandais, rue de Lille, se posaient. La plupart de ces messieurs ne sont pas curieux. Leur curiosité professionnelle lorsqu'elle s'exerce ne le fait guère au-delà de nos frontières, si tant est qu'elle dépasse celles du 8<sup>e</sup>, du 6<sup>e</sup> et du 5<sup>e</sup> arrondissements, sauf quelques déplacements gratuits à la Biennale de Venise et au Mai de Bordeaux. Et cependant lequel n'aurait dû se souvenir de l'admirable Exposition d'Utrecht en 1961, qui avait rassemblé, sans doute pour la dernière fois, 39 tableaux de ce petit maître exquis, dont les œuvres sont aussi rares que celles de son contemporain Ver Meer de Delft et, par certains côtés, aussi précieuses et aussi belles !

C'est sans doute la raison pour laquelle le Comité d'organisation de l'Institut néerlandais de Paris, dont les initiatives sont toujours si heureuses, pour notre instruction et pour notre plaisir, a organisé l'exposition consacrée à cet étonnant peintre d'églises, réunissant par un véritable tour de force, en raison de la fragilité de leurs supports, de la difficulté à en obtenir le prêt, des frais d'assurance considérables qu'elles exigent, 18 peintures sur les 55 connues, dont quelques-unes ne figuraient pas à Utrecht — un tiers environ des 140 dessins, dont la confrontation avec l'œuvre peinte est des plus instructives.



Qui était ce Saenredam dont l'œuvre ne ressemble à aucun autre par le choix exclusif des sujets — *ses portraits d'église* — que par la technique et l'esprit qui président à leur patiente et minutieuse élaboration ? Fils de graveur, né à Assendelft, venu s'installer avec son père, dont il fut l'élève, à Haarlem en 1609, l'enfant né contrefait se consacra entièrement — et cela durant un demi-siècle — à ce genre très particulier, dans lequel il eut quelques émules mais pas d'égal, tous l'abordant avec un autre esprit : Emmanuel de Witte, les frères Berkheyde, Van Vliet, Houckgeest, quelques autres. Représentant l'extérieur et surtout l'intérieur des églises, il n'en retient que l'architecture, éliminant, à part quelques figures destinées à donner l'échelle, tous les éléments accessoires, le mobilier d'ailleurs très réduit des sanctuaires hollandais après la réforme et l'iconoclastie luthérienne.

L'artiste s'emploie par des dessins précis, dont quelques-uns sont de véritables épures, à retrouver en des effets perspectifs l'ordonnance architectonique des monuments qu'il étudie et qu'il peint avec l'application, la rigueur d'un primitif du xv<sup>e</sup>, procédant par glacis sur des fonds préparés au blanc de craie détrempe à la colle, selon la technique traditionnelle des brugeois. Sa palette est extrêmement sobre, à base d'ocres, de gris modulés en subtils dégradés allant des plages irradiées aux zones d'ombres transparentes, entre lesquelles des nappes de lumière sont rendues palpables par le jeu des valeurs. L'effet a quelque chose de quasi miraculeux et qu'on ne retrouve que chez quelques intimistes contemporains : Pieter de Hoogh, Géard Terboch et l'inimitable Ver Meer. Beaucoup plus tard des peintres tel que Granet, qui fut aussi peintre d'églises et d'ambiance mystique, retrouveront quelque chose de ces surprenants effets, mais avec un métier beaucoup moins pur et des colorations plus opaques, Corot, surtout le Corot d'Italie et, aussi surprenant que cela puisse paraître, notre Douanier Rousseau, âme ingénue, peintre séraphique, dont l'esthétique et le métier seront probablement les plus proches de ceux du maître de Haarlem, le petit bossu au regard limpide, amoureux fervent de la lumière.

(Jusqu'au 15 mars.)

F.-H. LEM.

## LA CHRONIQUE DES LIVRES

Luis CORSI OTALORA, « De la démocratie au parti unique », 261 pages, Ed. Tercer Mundo, Apartado Aéreo 4817, Bogota, Colombie.

J'éprouve quelque gêne à faire figurer cet ouvrage dans la « chronique littéraire ». Car voici un livre qui n'entre que difficilement dans cette rubrique. On ne résume pas le « Contrat Social » en quelques lignes, pas plus que les « Réflexions sur la violence ». Comparer la dernière livraison de M. Luis Corsi Otalora à ces deux pavés de la doctrine politique n'est pas un euphémisme. Sur plus d'un point, il le mérite. Et pour ma part, je commençais à désespérer qu'après les œuvres de référence que nous devons à la période bleue du fascisme, de trop rares travaux aient été effectués sur notre école de pensée, et que trop peu encore puissent constituer une base de réflexion pour notre action future.

La lumière vient de loin. De Colombie, où M. Luis Corsi Otalora est professeur à l'Université de Santiago de Tunja. Son livre est d'un abord difficile, et s'adresse à un petit public de lettrés, sociologues ou philosophes. Malgré cette restriction, Otalora n'en arrive pas moins à intéresser, mieux, à passionner son lecteur, car ses réflexions qui mêlent Platon, Saint-Thomas d'Aquin, Kant, Mussolini et José Antonio sont de grande qualité, et méritent d'être étudiées.

Ce grand petit livre entend répondre à la confusion idéologique actuelle dans le monde. Les innombrables doctrines auxquelles l'intelligentsia fait référence depuis 1968 tentent de résoudre le « problème social » ; avec elles a fait irruption une terminologie curieuse, qui accentue encore l'énorme confusion à l'intérieur de laquelle se meut la société contemporaine, sur le point d'être asphyxiée par le scepticisme le plus égoïste. En s'appuyant sur les conclusions de la géométrie contemporaine, suivant lesquelles les parallèles peuvent se couper, dans certaines conditions, Corsi Otalora transpose



ce concept à la politique, en tâchant de déterminer les hypothèses de parti des différents systèmes, afin d'en dégager, avec la logique d'un théorème, les conclusions du cas, en notant toutefois en accord avec Lénine, que les hypothèses sont indémonstrables, car avec elles on élabore les démonstrations.

Otalora relève de notre école de pensée ; il en arrive, après des analyses serrées sur la démocratie et la perte des valeurs dans notre monde à des jugements définitifs :

« La recherche de la « Vérité » perdit tout son sens lorsque les résultats auxquels sa recherche conduit ne coïncidèrent pas avec l'ordre établi ; sa notion a été graduellement remplacée par la « Démocratie », que l'on annonce perpétuellement comme condition pour la venue d'un règne de félicité ; malgré tout, jamais dans l'histoire autant de phrases anesthésiantes de la conscience, prononcées sous son nom tutélaire, n'ont produit une situation comme celle d'aujourd'hui, dans laquelle nous nous débattons avec hypocrisie et cruauté, faisant penser par là à la désolante conception de Hobbes suivant laquelle l'homme est un loup pour l'homme. »

Car à travers les mots et les formules dont raffolent les tenants du parlementarisme, on distingue un vide effarent qui hélas, régit notre vie comme celle d'Otalora. La solution qu'impose la critique historique ne peut être que le fascisme, dans lequel l'auteur voit la sublimation des valeurs du monde occidental.

« Le Fascisme considère que les Lois ou la Constitution, si elles doivent être animées par de fermes principes, par des « Valeurs », doivent avoir la capacité pour s'adapter aux cas particuliers, aux techniques et aux époques afin de mener à bien leur tâche fonctionnelle... En s'appuyant sur les Valeurs et en établissant la formule suivant laquelle la Constitution doit servir le Peuple et non le Peuple servir la Constitution, on peut comprendre pourquoi le fascisme est traditionnaliste sans être conservateur. »

Où situer sur la scène politique ce fascisme ? Là encore, Otalora se réfère à l'histoire.

« Déjà Mussolini avait refusé le schéma « gauche-droite ». Plus tard, José Antonio devait suivre cet exemple en démontrant que cette terminologie était incapable de situer le Fascisme. La justesse de son point de vue peut se vérifier par négation de thèses, c'est-à-dire en supposant l'affirmation contraire comme acceptable, pour déduire immédiatement les contradictions auxquelles son application donne lieu.. Si la gauche représentait le socialisme en tant que rejet de l'injustice sociale et du capitalisme, le Fascisme serait de gauche ; Pierre Drieu La Rochelle soutint dans son livre « Socialisme fasciste » que ces deux termes se complétaient. Maurras enfin,

définissait le Fascisme comme un socialisme libéré de la démocratie. »

Mais Otalora est Colombien, et fier de son passé, qu'il entend relier à l'actualité fasciste :

« La théorie organique de la Société, maintenue par le courant spiritualiste dans l'Empire Hispanique, qualifiée de Socialiste durant l'époque des Autrichiens par Alfonso Lopez Michelsen, resurgit au XX<sup>e</sup> siècle sous la forme de l'Etat corporatiste, compris également comme socialiste, afin de le différencier d'un super-capitalisme qui actuellement tend à instaurer ouvertement le royaume des grands groupes de pression économique... Bien qu'habituellement on voit dans le programme Fasciste du Saint Sépulcre en 1919 la première ébauche concrète du Socialisme Corporatiste contemporain, dès 1904 le général colombien Rafael Uribe, à sa « Conferencia del Colon » avait cristallisé ses grands traits sous une forme si éclatante et complète que les législateurs de la République Sociale Italienne, de l'Égypte nassérienne ou de l'Argentine péroniste auraient pu le signer sans en changer une virgule. »

D'ailleurs, Otalora ne voit pas dans le Fascisme la marque de l'obscurantisme que se plaisent à relever les historiens contemporains. Tout au contraire, l'Italie mussolinienne connut une période fort riche :

« L'Italie fasciste se fit remarquer par un contrôle des idées extrêmement sain. Le gouvernement alla même jusqu'à tolérer la critique hebdomadaire du penseur libéral Benedetto Croce et permit l'éclosion d'adversaires notoires : Vasco Pratolini, Alberto Moravia ou Ruggero Zangrandi. Les laudateurs ne manquèrent pas, et parmi les plus hautes figures de l'intelligence contemporaine, comme les poètes d'Annunzio, Brasillach ou Ezra Pound, le peintre De Chirico, le dramaturge Pirandello, les romanciers Drieu La Rochelle, Vintilia Horia et Curzio Malaparte, les économistes Pareto, Mani-lesco et Hugo Spirito, les juristes du Vecchio, Rocco et Costamagna... »

Otalora ne conclut pas. Ou plutôt il se refuse à hypothéquer l'avenir. On aurait sans doute aimé une projection de sa pensée sur les perspectives offertes à son pays. Pourquoi jamais le Fascisme ne réussit-il à prendre pied en Amérique latine, sinon sous la forme folklorique du péronisme ? Est-il raisonnable de l'envisager aujourd'hui pour le Pérou, la Bolivie ou le Brésil ? Cette œuvre d'ailleurs n'entendait pas répondre à ces questions, et nous souhaitons qu'elle fasse l'objet d'une prochaine étude. Retenons que « De la démocratie au parti unique » constitue un ouvrage de référence essentiel pour la compréhension philosophique et sociologique du phénomène « fasciste ». Regrettons que ce livre ne soit

pas encore traduit en français. Nous ne saurions trop encourager nos lecteurs qui entendent l'espagnol à se le procurer : ils trouveront dans ses pages une force peu commune de raison et d'intelligence. Rien d'étonnant donc à ce qu'elles approuvent notre école de pensée.

Jean CHALVIDANT

« **L'Espionnage soviétique en France 1944-1969** », par Pierre de VILLEMAREST, Nouvelles Editions Latines.

La « Libération » ne fut ce charnier puant que du fait des communistes. Ils ont imposé leurs haines et patronné toutes les épurations. J'avoue que certaines fractions de l'armée française — réputée pourtant anticommuniste — n'ont guère protesté ce qui permit aux bolcheviques d'éliminer consciencieusement tous les défenseurs reconnus d'une politique nationale et occidentale. Disons une fois de plus que l'armée s'est faite autruche là où elle devait être lion et que nos plus grands malheurs naissent souvent de ses silences.

Que nos amis ne lisent pas ces quelques premières lignes en pensant que j'écris un réquisitoire, mais la lecture du livre de Pierre de Villemarest sur « L'Espionnage soviétique en France » m'a indigné contre nous-mêmes. Il est certain que la bolchevisation actuelle de la France n'est que celle que mérite notre insouciance ou notre incrédulité, mais il fallait dans ce cas que nos garde-fous jouent leur rôle protecteur d'autant que la France a toujours été l'un des pays de prédilection choisis par les agents soviétiques pour accomplir leurs sales besognes d'espionnage, de corruption et d'endoctrinement. Il est vrai que quelques réactions énergiques ont parfois fait reculer le monstre, mais il n'en est pas moins vrai que le snobisme français vit à l'heure de Moscou, à l'ombre des promesses de la coexistence pacifique.

Cet espionnage soviétique a revêtu plusieurs formes et se manifeste encore de différentes manières. On peut dire qu'il n'est pas une activité qui n'ait tenté les sbires grassement appointés du Kremlin. Peut-être faudrait-il dire aujourd'hui par Moscou et Pékin ? Mais je suis d'avis qu'il s'agit d'épidémies d'une même espèce dont les apparentes querelles n'existent que pour mieux berner ou rassurer les imbéciles.

Cela peut apparaître comme un lieu commun que de dénoncer maintenant le flirt prolongé et courtois entre le communisme et l'église. Mais si l'Eglise universelle n'est qu'une fiancée qui peut encore renier ses affections, l'Eglise de France est déjà une amante. Il est certain que dès avant la deuxième guerre mondiale, il existait des terrains d'en-

tente et de compréhension entre les deux parties : le Front Populaire n'a jamais attaqué le clergé, qui, par politesse, s'est volontairement compromis dans un silence complice. D'ailleurs la condamnation de l'Action Française par Rome était toute fraîche et le progressisme chrétien avait alors toute raison de chanter victoire. Les communistes ont vite compris le mal-jugé de leurs vieilles erreurs qui consistaient à faire de l'anticléricalisme un principe de combat : ils ont préféré la solution plus sûre d'amener le clergé à admettre — donc à adopter — leur matérialisme philosophique. La Pologne servit de point de départ à une incroyable machination internationale visant à pénétrer tous les niveaux de la hiérarchie : ce fut le mouvement PAX, constitué de « prêtres assermentés » et chargés de distiller l'hérésie communiste chez les religieux déjà préparés par trente ans d'histoire à les écouter et à les comprendre. Le mouvement PAX fut par la suite dénoncé à différentes reprises et les autorités catholiques durent à la fin reconnaître ses origines subversives. Mais le mal était déjà profond et quelques purs payèrent de leur vie d'avoir voulu dénoncer le mensonge. Je laisse à nos amis le soin de chercher autour d'eux les résultats de l'action des marxistes au sein de l'Eglise.

Mais ce ne fut pas le seul domaine d'agitation. Notre pays connut d'autres incursions soviétiques dans des secteurs relevant autant de notre défense nationale que de la politique économique ou de l'ordre intérieur. Mais comment aurait-il pu en être autrement ? De septembre 1944 à mai 1947, les communistes français occupèrent tous les postes principaux au sein des différents ministères ou de l'administration. Ils sont présents dans tous les gouvernements de De Gaulle qui pratique à leur égard une miséricorde inique. Il fallut attendre l'insignifiant Ramadier pour découvrir dans la constitution d'alors un article l'autorisant à les mettre à la porte. Jusqu'à cette date, les scandales pleuvent : celui de l'épuration joyeusement accepté par une France qui s'est enamourée des javas patriotiques et cherche des boucs émissaires à sa lâcheté quinquennale ; le procès de Joanovici, escroc de grande envergure dont le baratin vulgaire et poissard ne pouvait que séduire nos ministres et les conduire au bavardage ; les espions sortis des égouts, les cloaques ambulants vendant aux journaux américains les secrets de nos opérations militaires en Indochine...

De Gaulle revient au pouvoir en 1958 à l'appel de ces nationaux pleurnichards qui n'ont jamais su choisir leurs hommes. L'espionnisme retrouve une nouvelle jeunesse et si Maurice Picard semble être la caricature de l'espion jouant sur tous les tableaux à tel point qu'il finit par inquiéter ses différents maîtres qui ne demandent pas mieux que de se

débarrasser de lui, le quai d'Orsay n'en possède pas moins ses agents soviétiques et l'amitié franco-russe ne s'en porte pas plus mal.

Pierre de Villemarest connaît très bien son sujet, trop bien peut-être car il nous laisse peu d'espoir de réveil à moins qu'il n'y ait une réaction générale. Elle semble bien loin et j'ai peine à l'imaginer car, à moins de je ne sais quel prodige, nos bons compatriotes sont mûrs pour un nouveau coup de Prague, coincés entre le Bolchoï et la bonhomie béate de Jacques Duclos.

J.-P. ROUDEAU

« Mourir pour Dantzig », par Jacques BENOIT, Editions La Table Ronde.

Dantzig a longtemps été dans l'opinion des familles françaises une espèce de Sodome politique et tentaculaire dont la ruine est confondue à celle de notre continent. Longtemps, mes parents conservèrent cette expression : se battre pour Dantzig, héritage sans doute d'une époque, mais ils y mettaient un tel accent que j'y entendais les conclusions d'un marché de dupes.

Les traités de Versailles sont l'un de ces mystères auxquels l'imprévoyance politique des nations s'est depuis longtemps accoutumée. Il n'est pas besoin d'avoir lu la magistrale analyse de Jacques Bainville pour deviner qu'un tel découpage ne pouvait conduire qu'à la guerre que l'Europe traîne encore derrière elle à la manière d'un boulet. Mais il ne s'agissait que d'une appréciation, d'une opinion née inconsciemment de toute une légende entretenue inconsciemment d'explication qui confirment maintenant mes sentiments. pas et d'exemples niés par l'histoire. Le livre de Jacques Benoit, travail consciencieux et intelligent, m'apporte les éléments d'explication qui confirment maintenant mes sentiments.

« Mourir pour Dantzig » est divisé en deux volets : « La poudrière » et « le détonateur » diptyque tragique d'où ne devait jaillir que les apocalypses de 1939-1945. La poudrière en cause est l'incompréhensible construction politique sortie des cerveaux des vainqueurs de 1918 au centre de laquelle la ville libre de Dantzig ne peut qu'exciter toutes les tentations. Le régime du Chancelier Hitler organise alors les conditions nécessaires à son annexion, profitant habilement des erreurs des fonctionnaires polonais et actionnant patiemment le détonateur.

Jacques Benoit analyse avec lucidité les passions qui se sont heurtées, fait l'exégèse des discours, bref, décortique point par point un événement qui est toujours demeuré obscur dans l'esprit des gens qui l'ont pourtant vécu. Si l'histoire « n'a voulu connaître que les responsabilités du vaincu », Jacques Benoit rétablit le partage et renvoie chacun dans le coin qu'il n'aurait jamais dû quitter.

J.-P. R.

« **La Résistance et les Communistes** », par le Colonel R. du JONCHAY, édité par les Editions France-Empire.

Le Colonel R. du Jonchay se propose dans cet ouvrage de décrire en témoin « le virage accompli par les communistes pour tenter de prendre, au moins, la direction du pays, en se prévalant de leurs activités, démesurément amplifiées, dans la Résistance ». Il est sans doute exact que l'un des aspects les plus scandaleux de cette soi-disant résistance réside dans l'exploitation indécente des morts incertains ou véritables que les communistes ont rangés dans leurs cimetières pour la bonne efficacité de leur propagande. Il est toujours facile de compter les cercueils à la devanture des librairies quand les occupants ne peuvent plus dire si ils sont morts pour cette cause ou par inadvertance.

Mon seul regret, après avoir fermé ce livre, est que le Colonel du Jonchay n'ait pas fait œuvre polémique mais se soit contenté de raconter ce qu'il a vu et vécu. Il est des événements qu'il vaut mieux exagérer, dont il est préférable de dénoncer violemment les erreurs afin que, dans l'esprit public, ils soient confinés dans les ruelles étroites qu'ils méritent. Mais l'auteur a fait œuvre d'historien, rapportant les faits et ramenant « les exploits » à leur juste niveau.

Combien a-t-il fallu de complicités, combien a dû être grande la terreur pour que les communistes aient pu s'imposer comme les champions de la « libération » de la France. C'est sans doute oublier leurs serviles flatteries que de les croire, les condamnations du Parti contre les auteurs des premiers attentats antiallemands, leur désir de collaboration dont les libelles clandestins édités à l'époque se gargarisent. Jusqu'à la rupture du pacte germano-soviétique, ils seront très rares ceux à prêcher la résistance à l'envahisseur. Je ne peux m'empêcher de rappeler quelques textes — qui ne sont malheureusement pas mentionnés par le Colonel du Jonchay — et qui concernent les membres des cellules de Paris et de sa région. L'un des chefs-d'œuvre du genre est sans doute cet extrait de « Jeunesse de France » (septem-

bre 1940) rapporté par le regretté Galtier-Boissière avec une joie maligne dans son « Histoire de la Guerre » : « De même que nous ne pensions pas qu'il fût nécessaire d'adhérer au nazisme pour pratiquer une politique de collaboration franco-allemande, de même nous n'avons jamais cru que l'existence d'un régime déterminé en Allemagne dût constituer un obstacle entre la France et l'Allemagne ».

Leur revirement ne dépendait que de leurs maîtres, c'est-à-dire les occupants du Kremlin. La résistance n'est plus alors qu'une machination dont le but principal est la défaite des nazis dans la mesure où ils constituent l'obstacle principal au triomphe de leurs ambitions politiques. Ils savent très bien que De Gaulle n'est qu'un utopiste imbécile et sectaire vivant dans ses chimères et ils comptent beaucoup sur sa sottise pour leur confier les postes principaux qui soutiendront leur action subversive. Il faut bien avouer que, sur ce point, leurs prévisions n'étaient pas si fausses et que, si ils ont échoué en partie, De Gaulle et ses fidèles n'en sont pas responsables.

J.-P. R.

#### F. MITTERRAND, « Ma part de Vérité » (Fayard).

Cet ouvrage a des points intéressants. Le style est alerte (c'est en fait un dialogue entre l'homme politique et Alain Duhamel qui dirige cette collection), le sujet intéressant et d'actualité (c'est une histoire de l'unité de la gauche depuis les élections présidentielles de 1965 jusqu'à celles de 1969). L'auteur ne se contente pas d'un plaidoyer pro domo, mais tente d'expliquer pourquoi sa politique est la seule possible pour la Gauche, c'est-à-dire une unité avec les Communistes. Il n'essaie pas d'éluder certains problèmes délicats comme l'intervention des Soviétiques et de leurs valets en Tchécoslovaquie qui ne le fait pas revenir sur sa position (Mitterrand est un Bénès qui s'ignore, à moins qu'il ne termine comme Masarik).

Sa critique de la Résistance de Londres, donc des Gaullistes, est à remarquer. De même son coup de patte (page 29) : « Le rappel de ces événements anciens [la politique gaulliste en Indochine en 1945-46] prête une saveur particulière aux doctes et vigoureux avertissements adressés par le général de Gaulle aux Américains dans son discours de Pnom-Penh, en 1967, pour inviter ceux-ci à retirer leurs armées du territoire vietnamien. Je ne refuserai pas à cet orfèvre qui fut à l'origine de la guerre du Viet-Nam le droit de conseil ».

En bref, c'est un livre qui mérite d'être lu. Cependant il

faut être conscient de ses lacunes, dues à des omissions. Ainsi il feint de croire que la déroute de Defferre aux élections présidentielles de juin est causée par une erreur de stratégie politique (« la grande fédération »). Mais la présence de Mendès n'aurait-elle pas été la cause du désastre ?

Mitterrand n'aime pas les gauchistes. Sans doute, n'a-t-il pas oublié qu'en décembre 1965, le C.M.L.F. (prochinois) placardait partout son portrait recouvert du sigle du dollar où il était dénoncé comme agent de « l'impérialisme yankee ».

Ce jacobin convaincu (« cette France-là, porteuse d'un peuple élu (sic), assemblage de races et de langues soudées », p. 24) a aussi des accents nationalistes. Ainsi, p. 198, il parle de « la France et sa valeur d'exemple ». Est-ce un souvenir de jeunesse ? A ce propos, il répond à côté quand pages 18 et 19, il dément avoir été « Action Française » ; mais à ma connaissance, personne parmi les observateurs sérieux de la Politique n'a affirmé cela. Par contre, il ne parle pas de sa francisque (Sur ce point, je renvoie mes lecteurs à : « Dictionnaire de la Politique Française » dirigé par Henry Coston et à « Mitterrand ou cet homme est dangereux », n° spécial de Lectures Françaises, revue d'Henry Coston). Je précise que Coston se fonde sur des faits ; il donne le n° de la décoration (M. 2292) et les noms des parrains (Simon Arbellot et Gabriel Jeantet).

De même, pas un mot sur l'Affaire des Fuites ! De même, rien sur l'attitude anti IV<sup>e</sup> République du Parti Communiste qui était, ainsi, l'allié de fait des gaullistes pour enrayer la machine parlementaire, que lui, Mitterrand, défend !

Actuellement, Mitterrand se dit socialiste. Par son socialisme, il promet l'égalité. Dans ce cas, je serais curieux de savoir quelles mesures il préconise à propos de ceux qui revendiquent, ainsi que le dit prudemment « le Monde » une « double loyauté », que pense, donc, Mitterrand de Rothschild à propos de son appel aux « Juifs de France » ?

Selon son livre Mitterrand se veut l'ennemi des monopoles, des trusts et des banques. Bravo ! Mais Coston a démontré que le principal hebdomadaire de gauche, le *Nouvel Observateur*, était une « chose » des Rothschild à travers le directeur Claude Perdriel. « Le Canard Enchaîné » a repris l'information et, troublé, a demandé au « *Nouvel Observateur* » de publier ses comptes. En vain. Qu'en pense Mitterrand ?

Mitterrand p. 142 dit que son socialisme serait « le respect irréductible des droits ». Donc, deux questions me viennent aussitôt à l'esprit.

1) Qu'a-t-il dit quand Argoud fut enlevé par les barbouzes à Munich ? Quand Curutchet le fut à Dakar à bord d'un avion italien ? Le fait que la Gauche n'ait pas protesté à ce moment-là a pu faire croire aux gaullistes que de telles



bavures étaient tolérées, si ce n'est approuvées. Et ce fut l'affaire Ben Barka ! Je crois que, par son silence, la Gauche a été ainsi objectivement complice de la disparition du leader de la Gauche marocaine.

- 2) Pierre Sidos, tête de « l'Œuvre Française », décida de se présenter aux dernières élections présidentielles. Il prétend avoir recueilli « les éléments matériels et la centaine de signatures » nécessaires. Or il fut écarté par « le Conseil Constitutionnel que dirigent MM. Palewsky et Cassin, tous deux d'ascendance non française » (oh ! euphémisme du tract 19-11-69) sans explication. Le coreligionnaire israélite de ces deux messieurs, Lazareff, fit savoir dans « France-Soir » du 17 mai 1969 que « le Conseil Constitutionnel n'a pas à faire connaître le détail des délibérations qui ont abouti au rejet de cette candidature ».

Dans ces conditions, qui prouve que Sidos n'a pas été victime de l'arbitraire ? Mitterrand ne pense-t-il pas que cette clause est à amender ? Que ne propose-t-il un projet de loi dans ce sens ?

Yann BEUZEC

Willy-Paul ROMAIN, « Assassins de Dieu » aux éditions Grasset.

L'Eglise vit en pleine débandade et il semble difficile à un esprit raisonnable de prétendre que le triomphe de Dieu peut sortir de cette pétaudière. L'histoire — *historia, magistra vitae* — nous renseigne sur les différentes crises qui agitèrent l'Eglise catholique au cours de ses deux mille ans d'existence. De tout temps, ses misères apparurent lorsqu'elle décida d'oublier son caractère divin pour ne plus être qu'une société humaine usant à outrance, comme aujourd'hui, de la démagogie. « Veillez à ne pas devenir la proie d'une philosophie vaine et décevante, qui s'inspire d'une doctrine toute humaine ou des éléments de ce monde, mais n'a rien à voir avec le Christ ». (Colossiens II, 8) La recommandation de Saint Paul est depuis longtemps ignorée et les catholiques ne savent plus à quel saint se vouer en voyant la manière dont sont interprétés les saintes Ecritures et l'Enseignement du Magistère.

Le titre de l'excellent ouvrage de Willy-Paul Romain n'est pas exagéré car certains de nos clercs, et non des moindres si l'on en croit la publicité qui les soutient, nous apparaissent comme étant de véritables assassins de Dieu. Ainsi que le souligne l'auteur, « les innovations personnelles, les adaptations hasardeuses, génératrices de désordre, abondent ». D'une semaine à l'autre tout change, tant le cérémonial que

la liturgie, et il m'est arrivé d'assister tout récemment à une messe de mariage pendant laquelle le célébrant donnait l'impression d'avoir tout à réapprendre.

« Mon Royaume n'est pas de ce monde » disait le Christ. Il faut croire que si puisque notre clergé, depuis le haut mais surtout dans ses bas morceaux, se torture la cervelle en imaginant je ne sais quelles pratiques qui attireraient un plus grand nombre de spectateurs à ses pantalonnades dominicales pendant que les princes de l'Eglise jouent à la retape des âmes à la petite semaine. On avait en effet vu Mgr Veillot — « Les premiers seront les derniers » (Saint Luc XIII, 30) — confier à « France-Dimanche » hebdomadaire d'une très grande tenue chrétienne, pourquoi il fallait croire en Dieu. La France aussitôt s'est mise à discuter entre la poire et le fromage des problèmes du Bien et du Mal avec cet air de circonstance grave que le sérieux du sujet commande. Mgr Marty n'a pas démerité de son prédécesseur en proclamant que Dieu n'était pas conservateur quitte à faire de Jésus-Christ un quelconque gauchiste armé de pavés sorbonnards et descendant le Boulevard Saint-Michel à l'ombre des drapeaux de la Révolution. Il faut revenir aux sources paraît-il ; débarrasser l'Eglise de ces surplus que les siècles n'ont pas entassés sans raison. « Revenir par l'esprit et le cœur aux sources de la liturgie sacrée est chose certes sage et louable.. mais il n'est pas sage ou louable de tout ramener en toute manière à l'antiquité. De sorte que par exemple, ce serait sortir de la voie droite que vouloir rendre à l'autel sa forme primitive de table... d'exclure des temples les images et les statues.. de répudier et rejeter enfin les chants polyphoniques ou à plusieurs voix même s'ils se conforment aux normes données par le Siège Apostolique ». (Pie XII, Ency. Mediator Dei, 1947).

Mais l'enseignement du Pontife Romain est de plus en plus contesté. Même le modernisme dénoncé avec vigueur par Pie X au début de ce siècle n'avait pas revêtu des aspects aussi dangereux pour la foi et la continuité respectueuse de l'enseignement du Magistère. « Que personne ne s'arroge la liberté de se donner soi-même des règles et de les imposer aux autres de son propre chef. Seul el Souverain Pontife comme successeur du bienheureux Pierre... et avec Lui les évêques que « l'Esprit Saint a placé.. pour régir l'Eglise de Dieu » sous la conduite du Siège Apostolique, ont le droit et le devoir de gouverner le peuple de Dieu ». (Pie XII, Mediator Dei, 1947).

Il est facile de tout présenter sous forme de caricature mais cela n'empêchera pas qu'une très grande tristesse nous envahisse devant les abdications étudiées d'une partie de l'Eglise Catholique face à ses ennemis déclarés. Lénine pré-

tendait que pour tuer l'Eglise, il fallait l'attaquer de l'intérieur. Il a trouvé aujourd'hui des aides solides en la personne de ces révolutionnaires de sacristie, ces adeptes de la facilité. « Il est inévitable qu'il arrive des scandales, mais malheur à celui par qui ils arrivent ». (Saint Luc, XVII, 1). Tout récemment le Pape Paul VI, dans une profession de foi solennelle, a rappelé à tous les catholiques les bases fondamentales de leur croyance. Il a usé de son autorité, conscient que « la foi à l'Eglise ne pourra se maintenir pure de toute falsification que si elle est appuyée sur la foi à la primauté de l'évêque de Rome. » (Pie XI, Ency. Mit Brennender Sorge, 1937).

Le livre de Willy-Paul Romain n'est pas, bien sûr, le catalogue complet des différents reproches qu'un catholique conscient peut adresser aux réformateurs franc-tireurs ou soi-disants respectueux des prescriptions du Pape et du Concile. Nous savons bien d'ailleurs qu'il est facile de faire dire n'importe quoi à n'importe qui. « Assassins de Dieu » est plutôt l'exposé des sentiments provoqués chez un croyant normal par les violations sans vergogne faites à l'enseignement traditionnel de l'Eglise quand ce n'est pas à celui des Saintes Ecritures elles-mêmes. Les inquiétudes de l'auteur sont les nôtres et, pour ma part, quitte à choquer les universalistes amateurs de religions fades, construites à la manière des philosophies modernes, je déclare mon attachement à Rome autant par soucis religieux que par croyance qu'Elle est toujours le socle de notre vieil Occident quinteux. A la suite de Charles Maurras, je proclame à mon tour que « je suis Romain, parce que Rome, la Rome des prêtres et des Papes, a donné la solidité éternelle du sentiment, des mœurs, de la langue, du culte à l'œuvre politique des généraux, des administrateurs et des juges romains... Je suis Romain dans la mesure où je me sens homme ».

Ce livre est donc celui du combat que nous ne devons pas perdre, que nous ne pouvons plus nous permettre de perdre, quitte à user pour cela de la même hypocrisie que nos adversaires sans scrupule, car il s'agit, une fois encore, des assauts menés de toute part contre notre civilisation.

Jean-Paul ROUDEAU

## Manuel Hedilla

*Nous retraçons, d'après un article publié par nos amis de Rivarol, la carrière du grand et honnête phalangiste que fut Manuel Hedilla, qui vient de mourir. Claude Martin, excellent spécialiste des affaires espagnoles, le décrit ainsi :*

La Phalange, née de la fusion du Mouvement de José Antonio et des JONS (Jeunesses Syndicales Nationalistes), professait, selon une des tendances de l'époque, des idées politiques autoritaires proches de celles de la droite et des idées sociales hardies qui concordaient avec certains vœux du peuple sinon des théoriciens marxistes. Ce programme avait réuni des jeunes gens venant de la classe moyenne, de l'aristocratie et même des milieux ouvriers et paysans. Mais ils ne constituaient qu'une minorité violente et courageuse qui — comme la minorité communiste — ne faisait pas le poids sur le terrain électoral quand la guerre civile éclata. Ses fondateurs, José Antonio Primo de Rivera et Ramiro Ledesma Ramos, tombèrent sous les balles des pelotons d'exécution républicains sans qu'on connût leur sort avec précision en zone nationale. La direction du Mouvement fut assurée à titre provisoire par le chef de la Phalange de Santander, Hedilla, un ancien mécanicien qui représentait l'élément populaire en face des « *senoritos* » andalous et des étudiants. Il s'était montré un bon militant. On le savait courageux, honnête. On doutait cependant, dans les cercles politiques, qu'il eût l'envergure d'un chef national. Or la Phalange avait démesurément grossi dans la zone nationale. Le « *fascisme* » avait le vent en poupe

en Europe. Beaucoup d'Espagnols, ne croyant plus aux vieux partis monarchistes, s'inscrivaient à la Phalange, pensant qu'elle réaliserait le miracle de sortir leur pays des ornières du XIX<sup>e</sup> siècle, comme Mussolini et Hitler avaient surmonté les crises de leur nation. Par malheur, les chefs et bon nombre de militants étant dans les prisons « rouges » ou au front, les cadres manquaient. C'est alors que Franco voulut la fondre avec les réquêtés carlistes et les monarchistes fidèles à la branche isabellienne en un seul parti dont il serait le chef et qui assurerait la tranquillité sur le front intérieur.

Ce dessein était contraire au 27<sup>e</sup> point du programme de la Phalange qui stipulait que celle-ci ne fusionnerait jamais avec d'autres partis. Au cours des journées qui précédèrent « le soulèvement national », José Antonio avait pu envoyer de sa prison des instructions à ses camarades, en les autorisant à combattre avec les militaires en cas d'insurrection, mais sans tomber sous leur coupe, car il redoutait leur conservatisme. Mais, depuis cette époque, le soulèvement s'était produit et n'avait réussi que dans une partie de l'Espagne. Il fallait mener une guerre civile que compliquait l'intervention militaire des étrangers. Dans ces conditions, le déroulement des hostilités exigeait qu'on fit taire les querelles intérieures. L'opération qu'entreprenait Franco semblait indispensable.

Un cas de conscience cruelle se posa alors pour les dirigeants phalangistes. Les uns, menés par le leader andalou Sancho Davila et par l'ancien collaborateur juridique de José Antonio, Garceran, furent d'avis de suivre le Généralissime. D'autres voulurent conserver la pureté de la doctrine et devancer ce dernier en confirmant Hedilla comme chef de la Phalange. Il y eut entre les deux factions non seulement des discussions violentes, mais même des coups de feu. Hedilla voulut faire arrêter Sancho Davila qui se défendit. Au cours de la lutte, deux hommes furent tués. C'est alors que Franco, après avoir décrété la fusion des partis nationaux, fit arrêter Hedilla, coupable d'avoir fait télégraphier aux chefs provinciaux d'attendre ses ordres pour exécuter le décret d'unification, ainsi que quelques-uns de ses principaux partisans dont le futur ministre José Luis

Arrese. Ce dernier, ainsi que Sancho Davila, ne tardèrent pas à être libérés. Hedilla, traduit devant un tribunal militaire, fut condamné à mort. Il ne fut pourtant pas exécuté. Il est probable que Franco ne voulut pas causer de malaise parmi les combattants phalangistes, de même que, suivant ses confidences à Faupel, il avait exilé au Portugal le chef carliste Fal Conde au lieu de le faire fusiller, pour éviter de choquer les réquêtés qui se battaient bravement sur le front. Mais Hedilla fut interné aux Canaries, à Las Palmas et traité sans ménagement.

En 1941, il ne représentait plus de danger pour l'Etat. Il fut libéré, mais mis en résidence surveillée aux Iles Baléares et condamné au silence.

## Dix-sept propositions de " Défense de l'Occident "

*Au moment où la grande presse s'occupe de l'opposition dite d'extrême-droite et la représente comme un péril, tout en se trompant sur ses principes et ses idées, il nous a paru utile de résumer en un court document quelques convictions sur lesquelles sont établies les positions prises dans cette revue.*

*Ces idées ne forment pas un corps de doctrine. Elles ne sont pas à prendre ou à laisser. Nous les présentons seulement comme des propositions sur lesquelles nous invitons nos camarades à réfléchir.*

I. — La décadence actuelle de nos pays est une décadence morale. La propreté, l'honnêteté, le courage, la loyauté, la conscience professionnelle, le désintéressement, la générosité sont les qualités qui doivent fixer effectivement la hiérarchie entre les hommes. La puissance financière, lorsqu'elle n'est pas due au travail et aux services rendus à l'Etat, doit être suspecte et précaire.

II. — Pour réaliser toute réforme ou redressement, le pouvoir doit être stable, probe, vigoureux et résolu. Aucune réforme ne peut être effectuée dans l'état actuel de dégradation du pouvoir. Une période de pouvoir autoritaire est indispensable pour une remise en ordre.

III. — Le pouvoir doit disposer d'une autorité illimitée pour imposer sa volonté aux puissants groupes monopolistes nationaux ou étrangers. Son premier devoir est d'assurer l'indépendance de la nation et par conséquent la primauté du politique sur l'économique. Les groupes de pression économiques doivent être tenus pour suspects et leur activité doit être contrôlée.

IV. — Une des lois fondamentales de la République votée en 1793 par la Convention définissait les partis politiques comme des « factions » illégales, et la même loi interdisait les syndicats politiques qu'elle regardait comme des instruments de sabotage : il faut revenir à cette législation. Les grands journaux et les postes de radio ne sont pas des entreprises commerciales ordinaires, mais des organes de manipulation et de mobilisation de l'opinion qui ne doivent pas appartenir à des particuliers.

V. — Le syndicalisme corporatif apolitique est un instrument de consultation normale des travailleurs. Sa base doit être élargie, sa représentativité contrôlée, un rôle important doit lui être confié dans l'établissement des lois et le mécanisme du pouvoir.

VI. — La liberté individuelle et la liberté de conscience doivent être garanties à tous. Personne ne doit être inquiété pour ses opinions, mais personne ne doit avoir le moyen de mobiliser contre l'Etat.

VII. — La propriété lorsqu'elle est fondée sur l'héritage familial ou sur le travail, la contribution effective à la production, les services rendus au pays, doit être protégée par l'Etat, elle doit être intangible, transmissible, incontestée. Les fortunes mal acquises ou inexplicables, celles qui sont fondées sur la spéculation, la publicité, la fraude et les formes diverses de prévarication doivent être confisquées.

VIII. — La lutte des classes ne définit pas la société actuelle. La prospérité ne peut être assurée que par la collaboration à l'intérieur de chaque secteur professionnel. La participation ne donne aucun droit à diriger ou contrôler : elle est une *juste part* du producteur dans la prospérité, elle ne peut s'exprimer que par l'augmentation des salaires, toute autre forme de participation est un leurre.

IX. — L'éventail des salaires doit être maintenu. La classe moyenne est l'armature morale de la nation. La valeur des cadres est un facteur essentiel de l'économie. Toute tentative de prolétarianiser ou d'amoindrir les classes moyennes est un attentat contre la nation.

X. — Les entreprises de taille moyenne sont des organes indispensables à une économie équilibrée. Elles doivent être



protégées contre l'avidité monopoliste du grand capitalisme. Leur rôle dans la production doit être étudié et protégé.

XI. — La sécurité sociale doit être modifiée. Sous sa forme actuelle elle est un détournement abusif de salaire et un super-impôt qui grève les prix de revient. Elle doit devenir facultative, être assouplie et personnalisée. La gestion doit en être confiée aux groupements corporatifs ou aux mutuelles qui détermineront pour chaque profession les modalités de son fonctionnement. L'Etat ne doit intervenir que pour aider les plus défavorisés à contracter une assurance suffisante.

XII. — Les problèmes de la survie, que les progrès de la gérontologie ont fait apparaître, ne peuvent être résolus que dans le cadre de la famille et par une politique humaine de l'habitat et du niveau de vie. Les Caisses de retraite doivent échapper à l'avidité de l'Etat. L'Etat ne doit intervenir que pour compléter les ressources des isolés et des plus défavorisés.

XIII. — Les étudiants sont des privilégiés choisis parmi les plus aptes. Seule la sélection peut assurer des chances égales aux enfants de tous les milieux. L'Etat doit assurer des ressources suffisantes aux étudiants sélectionnés pour leur compétence et leur application. Leur travail doit être protégé par le maintien de l'ordre dans les Universités. La propagande et l'action politique doivent être interdites dans les locaux universitaires.

XIV. — Le service militaire obligatoire, tel qu'il existe actuellement, est absurde et inefficace. Il doit être supprimé et la défense nationale doit être confiée à une armée de métier. Il doit être créé à la place du service militaire un service du travail volontaire, pour les filles comme pour les garçons, dont l'accomplissement assurera un privilège de nomination et d'avancement dans toutes les carrières qui dépendent directement ou indirectement de l'Etat.

XV. — Les hommes ont des droits égaux devant le magistrat, mais ils sont différents par leur valeur morale, par leur race, par leur valeur technique, par leur éducation. La loi doit être la même pour tous, mais les peines doivent tenir compte des différences qui existent entre les faits et

des différences qui existent entre les hommes. C'est l'importance du dol et non la qualification des faits qui doit déterminer la gravité de la peine. Celle-ci doit être personnalisée et adoptée à la qualité du justiciable. Les professionnels de la délinquance et du crime doivent être mis hors la loi commune et relever de tribunaux de police spécialement créés pour la liquidation de la pègre. Les trafiquants et distributeurs de drogue, les producteurs et les spécialistes habituels des œuvres pornographiques doivent être soumis aux mêmes dispositions. La relégation doit être rétablie.

XVI. — La fraude fiscale lorsqu'elle atteint des chiffres importants, l'ingéniosité fiscale lorsqu'elle masque des détournements graves, l'évasion massive des capitaux et la spéculation habituelle contre la monnaie doivent être regardées comme des crimes et punies par des juridictions spéciales.

XVII. — La publicité massive et obsédante est un abus grave de la liberté et une usurpation sur l'indépendance du public. Elle doit être frappée d'une lourde fiscalité et fournir une partie importante des ressources de l'Etat.

*Cette liste de propositions n'est pas la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Elle n'est qu'une carte de visite destinée à nous faire connaître par nos amis et, si possible, par nos adversaires.*

*Nous ne prétendons pas avoir la science infuse et ne commettre aucune erreur. Tout au contraire, nous accueillerons volontiers les objections ou amendements de nos lecteurs et nous leur ouvrirons volontiers notre revue lorsqu'ils nous apporteront sur des points particuliers des éléments d'information qui nous manquent ou lorsqu'ils soulèveront des difficultés sur lesquelles l'honnêteté nous invite à réfléchir.*

D. O.

CHIQUE SEMAINE, LISEZ

---

# RIVAROL

l'hebdomadaire de l'opposition nationale et européenne

en vente partout : 2,50 F

---

**SPECIMEN SUR DEMANDE**

**354, rue Saint-Honoré, Paris (1<sup>er</sup>)**

---

CONNAISSEZ-VOUS

## ECRITS DE PARIS

la revue des questions actuelles ?

—:—

**Spécimen gratuit sur demande**

**354, rue Saint-Honoré, Paris (1<sup>er</sup>)**

—:—

# Extrait du catalogue des Editions des Sept Couleurs

17, rue Bréa - Paris (6<sup>e</sup>) - B.P. 16.06

## A C T U A L I T E

François DUPRAT. — Histoire des SS .....	27,00
B. de VIGNACOURT. — L'Agriculture soviétique de Lénine à Brejnev .....	10,50
Pierre FONTAINE. — L'aventure algérienne continue ..	10,50
Pierre FONTAINE. — Où mène le gaullisme? .....	7,50
Robert ANDERS. — L'Afrique australe .....	15,00

## ŒUVRES DE ROBERT BRASILLACH

Poèmes de Fresnes .....	7,50
Lettre à un soldat de la classe 60 .....	7,50
Chénier .....	6,00
Les Quatre Jeudis .....	épuisé
Domrémy .....	20,00
Lettres écrites en prison (1944-1945) .....	15,00

## ŒUVRES DE PAUL RASSINIER

Le véritable procès Eichmann .....	18,00
Le Drame des Juifs Européens .....	18,00

## ŒUVRES DE PIERRE FONTAINE

Alerte au pétrole franco-saharien .....	15,00
Le Pétrole du Moyen-Orient et les Trusts .....	15,00
U.R.S.S.-U.S.A. . . . .	15,00
Abd-el-Krim, origine de la rébellion Nord-Africaine ....	15,00
Enquêtes noires .....	15,00
Les Secrets du Pétrole .....	15,00
L'Aventure du Pétrole Français .....	18,00

## ŒUVRES DE MAURICE BARDECHE

Lettre à François Mauriac .....	9,00
Nuremberg ou la Terre promise (Interdit) .....	
Nuremberg II ou les Faux Monnayeurs .....	15,00
Les Temps Modernes .....	9,00
L'Œuf de Christophe Colomb .....	9,00
Qu'est-ce que le fascisme? .....	épuisé
Une lecture de Balzac .....	épuisé
Sparte et les Sudistes .....	15,00

## COLLECTION « DEFENSE DE L'OCCIDENT »

La Jeunesse .....	7,50
La Question noire aux U.S.A. ....	7,50
Crimes de Guerre des Alliés .....	7,50
Drames et problèmes de l'Afrique .....	7,50
L'agression israélienne et ses conséquences .....	7,50
Les Nouveaux Communistes .....	7,50
Le Rideau de fer rouge .....	7,50
La Comédie de la Révolution .....	7,50
Les Fascismes inconnus .....	7,50

Remise 10 % à tous les abonnés de « Défense de l'Occident »  
Envoi franco contre chèque ou virement à notre compte

CCP, LES SEPT COULEURS, 218.219 Paris